

le prolétaire

M 2414 - 394 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

DEC. 87 - JAN. 88

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 394

Cours catastrophique du capitalisme mondial

De Wall-Street à Tokyo, de Londres à Francfort, de Hong-Kong à Paris, de Zurich à Milan, toutes les "places financières" du monde ont été entraînées dans un krach que les fameux experts eux-mêmes ont qualifié d'événement historique, quand ils n'annoncent pas, comme l'économiste américain Ravi Batra, la tant redoutée "Grande Dépression" pour 1990.

Aujourd'hui le personnel politique dans tous les pays se répand en conseils de prudence et en appels au calme. Refusant de "céder à la panique" et à "l'irrationnel", il reste confiant dans "l'économie réelle" qui, même si elle a été sérieusement touchée par l'écroulement de la Bourse (moins de possibilité de drainer de l'argent frais des épargnants, moins de possibilité de se fier au marché, moins de possibilité d'investir à crédit), ne devrait pas connaître une forte récession. Les politiciens sont encore confiants dans les amortisseurs économiques et sociaux.

Il leur faudra cependant faire face inévitablement à la dure réalité. Reagan, obstinément attaché à sa politique de "dérégulation" et d'allègement des impôts, ne pourra pas ne pas faire retomber sur les contribuables et les épargnants américains, après leur avoir promis des années de prospérité financées par un énorme déficit budgétaire et par des taux d'intérêts suffisamment élevés pour attirer des masses de capitaux étrangers, les effets d'une crise aujourd'hui boursière avant d'être demain économique et sociale, avec le classique tour de vis interne ("austérité") et la tout aussi classique augmentation du chômage.

Actuellement, on commence à relever les morts et les blessés de la semaine noire de Wall-Street - les "yuppies", les "raiders" et autres requins de la finance - et les opérateurs expérimentés (la vieille garde, comme les appelle l'économiste U.S. J.K. Galbraith) cherchent à re-réguler la Bourse pour la défendre de l'agression subie ces 2 ou 3 dernières années qui s'est manifestée par une effervescence boursière sans précédents, avec des titres battant quotidiennement des records de hausse, des accélérations des ventes et des fusions d'entreprises à un rythme inouï. Mais ils ne pourront rien faire contre une agression qui n'est pas uniquement d'origine spéculative, mais qui est indissociable du mode de production capitaliste et de la course effrénée à la mise en valeur du capital.

La chute des Bourses mondiales qui se préparait en fait bien avant le lundi noir 19 octobre et qui fait parler d'une récession à court et moyen terme pour les pays industrialisés, a brutalement révélé que la séparation entre "l'économie réelle", la production et le commerce des biens, et "l'économie financière" (ou l'excessive financiarisation du système économique) ne peut pas durer, malgré toutes les mesures édictées par l'Etat bourgeois et que l'ensemble des grands pays capitalistes cherchent continuellement à mettre en oeuvre.

Ces 2 mondes s'attirent et se reposent continuellement, mais ils ont tellement besoin l'un de l'autre que leur destin ne peut être que de se fondre complètement l'un dans l'autre. Ce sont les lois du marché, et avant tout la recherche désespérée d'un remède à la chute du taux de profit, qui jettent l'industrie dans les bras de la banque, qui font sauter tout projet de contrôle, toute mesure de réglementation, toute intervention régulatrice.

Si précise que soit l'organisation des entreprises de la production et de la distribution, si mûrement pesées que soient les décisions de financement des investissements, et même avec des coûts de production "contenus" au mieux, chaque entreprise doit nécessairement se frayer un chemin dans l'anarchie du marché, où règne en maître absolu le capital, réseau inextricable de relations économiques, financières, monétaires, aux réactions imprévisibles même pour les meilleurs experts financiers.

Malgré l'expérience accumulée par les différents Etats, des crises économiques du passé, malgré le "flair" des "gourous" de la Bourse, malgré les informations sur les variations des cours de toutes les places financières disponibles instantanément dans le monde entier par l'intermédiaire des réseaux d'information électroniques, le capital est toujours plus

rapide, plus exubérant et plus insaisissable. Et tout système de contrôle et de développement de l'économie, tel un boomerang, se transforme à un moment ou à un autre en nouveau vecteur de la crise.

Les mesures d'urgence mises en place lors d'une crise capitaliste ont toujours le même but: reconstituer les conditions de développement de l'économie; mais du coup, elles reconstituent aussi les conditions d'une crise future potentiellement plus grave. Le capitalisme ne peut réussir à sortir de ce cercle infernal, en dépit de toutes ses tentatives de faire retomber "sa" crise sur les pays de la périphérie et sur les concurrents moins puissants.

"La crise, quand c'est une crise grave - écrivions nous en 76 - n'atteint pas seulement la périphérie du système économique, mais remonte, à travers les canaux du crédit, vers les centres du capital, jusqu'à en frapper le coeur. C'est alors que l'étroite interdépendance entre tous les secteurs fondamentaux du système, qui n'apparaissent pas clairement car elle était couverte par le réseau diversifié des rapports qui courent entre petites et grandes industries, entre industries et banques, entre banques et banque centrale, réseau où il semble que devrait s'épuiser sans heurts toute crise, c'est alors que cette interdépendance se manifeste dans toute sa gravité par un malaise général et profond de l'économie" (1). Une crise de la Bourse n'est pas une crise économique de la production, puisqu'il s'agit dans une certaine mesure d'un "monde" différent. Mais cette différence ne tient pas au fait qu'il serait soumis à des lois complètement différentes de celles qui régissent la production et la distribution des marchandises; elle réside dans le fait que la reproduction élargie du capital dans le marché des actions

(Suite en page 9)

Dans ce numéro

— Grève des mineurs marocains —

— LES COMMUNISTES
ET LA QUESTION SYNDICALE

— L'Afrique du Sud —
dans la perspective marxiste

— MOYEN-ORIENT LE PLAN —
DE PAIX EST UN LEURRE

— LEÇONS D'OCTOBRE —

— Laissons les bourgeois pleurer la mort —
de leurs hommes de main !

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS DES DOM-TOM !

L'offensive de l'impérialisme français dans les DOM-TOM bat son plein avec une virulence rare. Ces derniers mois, il a déployé toute sa sauvagerie et tout son cynisme habituels en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti. Cette pression permanente de l'impérialisme sur les masses indigènes des îles du Pacifique est à l'échelle de l'importance stratégique de celles-ci qui lui garantissent, grâce au Centre d'expérimentation de Mururoa notamment, à la fois une présence dans la zone Pacifique destinée à devenir un formidable marché, les terrains d'essais loin de la métropole pour l'entretien de sa puissance nucléaire et donc aussi une présence militaire dans cette région marquant le rôle de gendarme international qu'il entend jouer. Les enjeux sont tels qu'il faut s'attendre de sa part aux plus violentes réactions pour ramener l'ordre dans les îles du Pacifique.

La démocratie y montre d'ailleurs son vrai visage, celui de la domination dictatorial du capital dont les litanies sur les droits de l'homme ne sont qu'une arme idéologique masquant la réalité de son oppression et de son exploitation.

En Nouvelle-Calédonie, le référendum sur l'indépendance qui tourna en plébiscite pour le RPCR, a montré en toute clarté que l'indépendance ne s'acquiert pas par le verdict des urnes, quelque ait été le contenu du statut proposé. Les projets de la gauche comme ceux de la droite s'accordent sur l'essentiel: conserver la Nouvelle-Calédonie sous la coupe française.

Les derniers événements ont montré que l'impérialisme est fermement décidé à imposer son ordre **quels que soient les moyens à adopter** pour obtenir ses fins, ceux de la matraque, de la mitraille et ceux de la justice de classe.

Le 5 décembre 1984, quelques semaines après l'assassinat de Eloi Machoro et de Marcel Nonnano par les tireurs d'élite du GIGN, couverts à l'époque par les socialistes, 17 militants indé-

pendantistes tombent dans une embuscade tendue par des caloches métis. Criblés de balles, achevés à bout portant 10 d'entre eux y laisseront la vie. Les 7 coupables ont bien été arrêtés, mais la justice aux ordres a tout fait pour fermer le dossier sans condamnation. L'objectif du laxisme des magistrats et de la police ne se prêtait à aucun doute: ouvrir la chasse au canaque et absoudre ainsi par avance toutes les "bavures" policières, militaires ou civiles.

Tuer un canaque pour la cause de l'ordre impérialiste devient ainsi, quelque soit la situation du drame, un acte de légitime défense, même lorsque le "démon canaque" se présente de dos à ses justiciers.

(Suite en page 5)

Grève des mineurs marocains: Le poids de l'isolement

Dans le Nord, les puits ferment les uns après les autres, plans sociaux, préretraites, reclassement de quelques uns, sous la bénédiction des appareils syndicaux, se succèdent les uns aux autres pour éviter toute réaction collective de lutte.

Les "journées d'action syndicales" dont la CGT est très gourmande n'ont rien changé et ne peuvent rien changer à la vague de licenciements consécutive à la fermeture des puits. Ces "journées" sont en fait un faire-semblant de lutte qui revalorise certes la CGT, mais qui ne peut imposer de par sa nature d'exutoire un rapport de force de classe face au patronat des Charbonnages.

A force de démonstrations velléitaires, les ouvriers ne peuvent que se décourager. Mais les mineurs marocains dans le Nord-Pas-de-Calais ont quant à eux réagi comme il le fallait à cette stratégie de lutte au compte-goutte selon un dosage social destiné à ne pas enfiévrer la paix sociale. Le 1er octobre, la CGT avait lancé sa énième journée d'action nationale interprofessionnelle pour sauver la houille française; mais les mineurs marocains n'ont pas voulu en rester là. Dès le lendemain ils ont commencé à occuper les puits, s'enfermant sous terre et barrant les grilles par des piquets de grève, alors que leurs collègues français reprenaient honteusement le travail.

Mais leur lutte courageuse doit affronter l'ennemi impitoyable de l'isolement, résultat des divisions qui rongent le prolétariat et qu'entretient la politique dite de "dégraissage progressif" basée sur la carotte du plan social. En promettant à chaque catégorie ouvrière

de des indemnités différentes et en fractionnant les prolétaires en autant de catégories que possible, les patrons, l'Etat et les appareils syndicaux qui avalisent cette saucissonnade divisent les rangs ouvriers, créent des disparités de traitement, des bonnes et des mauvaises catégories, dont le résultat final est le sauvetage individuel, la tentative où l'espoir pour chaque ouvrier de s'en tirer à meilleur compte que son camarade de travail.

Aggravée par les facteurs racistes et xénophobes, cette division est dans la grève des mines particulièrement marquée entre mineurs marocains et mineurs français. Les mineurs marocains que les Charbonnages ont été recrutés "sur place" après moults examens médicaux pour s'assurer de la qualité de la marchandise force de travail qu'ils acquerraient sont en France depuis le milieu des années soixante-dix environ. Ils ne bénéficient pas comme une bonne partie des mineurs français d'une ancienneté leur permettant de prétendre aux "bonnes places" du plan social, celles qui concernent la préretraite, ou des faveurs en matière de reclassement.

Ce sont donc eux qui ont réagi et qui forment les piquets devant les puits pour défendre leur emploi.

En dehors de la mine, ils n'ont rien et savent pertinemment que les plans sociaux ne leur offrent qu'une illusion qui se dissipe rapidement une fois quitté la mine.

Les jeteurs d'illusions par contre, CGT et CFDT en tête, ceux qui plannifient la "lutte" autour du tapis vert en marchandant les miettes d'un plan social diviseur, sont pris à contre-

pied une fois de plus par les ouvriers qui font fi de leurs directives et de leurs organisations pour se mettre en grève. Les velléités d'unité français-immigrés défendue par la CGT cachent mal le chauvinisme outrancier de sa défense des Charbonnages de France, "patrimoine industriel de la Nation". La fermeture des puits fait plutôt disparaître le patrimoine historique de la collaboration de classe, celui légué par Thorez arranguant les mineurs dans la sinistre campagne du charbon pour "relever la France". C'est d'ailleurs toujours dans cette tradition qu'agit la CGT qui ne fait rien d'autre que d'exploiter la grève des mineurs marocains pour battre campagne pour la défense du "charbon français". Sur le terrain la CGT se montra telle qu'elle était. Les délégués CGT reprirent le travail dès les premiers jours et allèrent grossir les rangs des jaunes. Ce simple fait que la CGT ne peut démentir révèle à lui seul la perversité de ce syndicat. D'un côté les délégués font les jaunes de l'autre le syndicat lance ses appels à la lutte, à l'action et à la solidarité! Mais tout ceci n'est que platonique, car la CGT cherche avant tout à négocier et surtout à forcer les Charbonnages à négocier. Le 4 novembre, 400 mineurs occupent les locaux de la direction générale des Houillères, à l'instigation de la CGT qui obtient aussi la réouverture des négociations pour aboutir à un "accord" permettant la reprise du travail.

Quelques jours plus tard effectivement, un accord sera signé, la CGT parlera "d'une très grande victoire" mais en réalité, les mineurs n'ont rien obtenu de fondamental en plus du plan social déjà existant.

Que se soit dans les mines ou dans tout autre secteur industriel ou de service, les prolétaires ne doivent pas se laisser piéger par les plans sociaux qui sont toujours élaborés pour fissurer l'unité prolétarienne lorsqu'elle existe et se concrétise dans la lutte ou pour élargir encore plus le fossé existant entre catégories, nationales par exemple. D'une manière générale, les revendications des prolétaires ne doivent jamais se différencier selon les catégories, mais rester toujours unitaire afin qu'aucun, alléché par les promesses du plan social concernant sa catégorie particulière, ne se défile de la lutte. "Libération" du 26 octobre rapporte les propos d'un mineur qui résume bien les ravages fait par cette méthode douce de licenciements: "Depuis qu'il y a le plan social, c'est autant de solutions que de bonshommes, c'est "sauve-qui-peut sa peau, ses traites et ses parties de pêche..."

La grève des mineurs marocains démasque tous ceux qui au niveau des appareils syndicaux, enferment la "lutte" dans les négociations interminables pour un "bon plan", qui se solde toujours par l'acceptation des licenciements et l'éparpillement comme autant de cas sociaux. Elle met en avant aussi l'indispensable unité que doivent reconstruire les prolétaires pour cimenter leur lutte en un bloc compact.

La grève des mineurs marocains mérite et exige toute la solidarité du prolétariat et particulièrement du prolétariat français, sans condition ni subordination à une quelconque défense du "charbon français"!

RENAULT

Renault, forteresse en ruine des appareils syndicaux et principalement de la CGT, exemple ancien de la réussite en matière de nationalisation, va changer de statut et passer de "régie" à "société anonyme" dont le capital en actions sera aux mains de l'Etat. "Antichambre de la privatisation" se sont écriés gauche et syndicats d'une même voix indignée.

Pour André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la Métallurgie CGT, c'est "un abandon national sur l'autel de l'Europe", "une attaque contre l'industrie française"!

Quelle différence pour les prolétaires français et immigrés de Renault? N'est-ce pas sous le sigle de la Régie que se sont opérés les plus vastes restructurations qui ont impliqué des milliers de licenciements? N'est-ce pas sous le sigle de la Régie que les travailleurs de différents établissements ont dû se battre ces derniers mois? Encore début décembre les débrayages à Cléon contre la suppression de 220 emplois à la fin du mois, à St Ouen pour des augmentations de salaire ne se sont-ils pas déroulés sous une Régie?

Mais n'est-ce pas grâce à toute cette bonzerie syndicale, plus empressée à défendre le "productions français" que les intérêts ouvriers, que la restructuration a pu, peut et pourra s'opérer en limitant les réactions des travailleurs?

Régie, société anonyme privée ou d'Etat, le statut des entreprises ne modifie pas les lois du marché et leurs conséquences sur l'exploitation de la force de travail prolétarienne. Baisser les coûts de production, donc augmenter l'intensité de l'exploitation, telle est la loi, Régie ou pas. C'est bien ce que se garde de dire la CGT, engagée dans une campagne pour redorer son blason et se donner l'allure de la combativité, notamment avec ses "10 de Billancourt" dont elle fait des martyrs publicitaires bien commodes. "L'HUMANITE" du 5/12 nous apprend qu'elle est engagée dans une "grande campagne" à la "participation massive", non pour préparer une lutte d'ensemble des travailleurs de Renault contre leur exploitation - vous n'y pensez pas - mais pour... faire signer des pétitions contre le changement de statut de l'entreprise!

Correspondance

Pour l'organisation prolétarienne

Depuis plusieurs mois un certain nombre de travailleurs se sont regroupés pour travailler à jeter les bases d'un organisme prolétarien indépendant, ouvert aux travailleurs combattifs, sans préalables politiques. Ce travail d'organisation prolétarienne est rien moins que facile, dans la situation de paralysie et de domination par le réformisme que connaît encore la classe ouvrière. Mais ces efforts se heurtent aussi à de soi-disant révolutionnaires qui se camouflent derrière de grands discours radicaux. La correspondance d'un membre de ce Collectif que nous publions a l'intérêt de montrer la pratique de ces ultra-révolutionnaires de la phrase-le "Courant Communiste International" qui n'ont pas hésité à dénoncer dans leur presse internationale le Collectif après avoir vainement tenté de le gagner à ses vues, comme un quasi auxiliaire de la bourgeoisie!

Il est possible de contacter le Collectif en écrivant à: TOULNE, 6 rue Léon Frapié, 93360 Neuilly-Plaisance. Il est possible de se procurer à la même adresse le bulletin du collectif, "Jonctions Directes" ainsi qu'un bilan de la récente grève des Télécoms.

ENTRE LE REFORMISME SYNDICAL ET L'ANTI-SYNDICALISME DE PRINCIPE, L'ASSOCIATIONNISME OUVRIER DANS LA LUTTE DES CLASSES

En novembre 86 s'est constitué en Région Parisienne, un Collectif pour le Renouveau du Syndicalisme Démocratique de Lutte de Classe, dans le but de favoriser un regroupement de lutte de classe sur le terrain des luttes immédiates, ouvert à tous les travailleurs combattifs, syndiqués ou non.

Ce Collectif regroupe des travailleurs des P.T.T, du Livre, de l'Alstom-St Ouen de Chaousson, dont certains sont syndiqués à la CGT, à la CGT-FO, à la CFDT, à la CNT ou non syndiqués, ainsi que des chômeurs.

Par ailleurs des agents de l'E.D.F. censés avoir constitué un "comité de lutte" et politiquement influencés par le C.C.I. ont alors pris contact avec le Collectif.

Au cours des débats qui ont suivi les thèses anti-syndicales du C.C.I. ont été rejetées. Ce courant ne voulait voir dans le Collectif qu'une sorte de comité de réflexion n'ayant aucune action propre sur le terrain des luttes immédiates et se fondant dans le mouvement en cas de conflit social. En fait il s'agissait

d'en faire une antichambre du CCI, ce qui était inacceptable pour la majorité. Mis dans l'obligation de dévoiler ses positions réelles et devant l'impossibilité de réaliser ses objectifs, ce courant s'est retiré.

Les axes fondamentaux du Collectif s'articulent autour de la nécessité de tisser des liens directs entre les travailleurs, en dehors des directions syndicales, afin que se constituent des noyaux combattifs défendant des positions de classe, dans la perspective de remonter des luttes. Les points centraux de cette démarche sont les suivants:

- Unification à la base, indépendamment de l'appartenance ou de la non-appartenance à un syndicat ou un parti,
- prise en charge des tâches visant à unifier la classe sur le terrain immédiat (information, solidarité avec les luttes en cours, critique des trahisons syndicales, proposition de mots d'ordre unificateurs, etc),
- refus du corporatisme et volonté de se doter d'une structure intercatégorielle et interprofessionnelle,
- refus du localisme et volonté de se lier à d'autres groupes agissant dans le même sens.

Il s'agit donc de créer les conditions nécessaires au renouveau de l'associationnisme ouvrier et de mettre en pratique une orientation de classe.

Dans sa "Revue Internationale" No 50, le CCI développe ses thèses anti-syndicales habituelles, et il s'en prend notamment au "syndicalisme de base". On peut y lire, à la page 5: "En France, des militants de la CNT (anarchistes) et des éléments venant de l'ex-PCI-Programme Communiste (aujourd'hui disparu en France) ont tenté une opération de récupération des comités de postiers et du gaz-électricité. Ils proposent une plate-forme d'adhésion "pour un renouveau du syndicalisme de classe", reproduisant de façon "radicale" les mêmes objectifs et moyens que n'importe quel syndicat".

L'attaque est des plus grossières! En premier lieu, la CNT n'est pas à l'origine du Collectif et de plus il n'y a pas eu tentative de récupération d'un comité de postiers, pour cause d'inexistence. Quant au "comité de lutte" de l'EDF, réduit essentiellement aux militants et sympathisants du CCI, il est quasiment défunt. En revanche, la vraie tentative de récupération a consisté, pour le CCI, à essayer de vider le Col-

lectif de son contenu, sur le terrain de la défense immédiate.

Il ne faut pas être grand clerc pour constater que si l'instinct des prolétaires combattifs les porte à s'organiser sur le terrain de la défense économique, donc sur le plan syndical, il leur est nécessaire d'acquiescer un certain degré de conscience de classe pour envisager de combattre politiquement la bourgeoisie.

Dans le numéro précité de "Revue Internationale" (p.4), le CCI définit ainsi le rôle de ce qu'il appelle un "comité de lutte": "De tels regroupements n'ont donc pas pour vocation de constituer des groupes politiques, définis par une plateforme de principes, et ils ne sont donc pas non plus des organes unitaires englobant l'ensemble des travailleurs (assemblée générale d'actifs et de chômeurs, comités élus et révocables devant les assemblées); ils regroupent des minorités d'ouvriers et ne sont pas des délégations des organes unitaires."

Une telle définition s'applique parfaitement à notre Collectif qui ne reproduit pas, comme le prétend le CCI, les mêmes objectifs que n'importe quel syndicat (les syndicats officiels ont, depuis longtemps, abandonné la lutte des classes). Ainsi, à l'instar de M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, le CCI ferait du syndicalisme sans le savoir... En réalité il n'en est rien! Ce courant considère les syndicats en tant que tels, fussent-ils "de base", comme des organes bourgeois. "Les comités de lutte seront partie intégrante du processus de constitution du prolétariat en classe unie, autonome, indépendante de toutes les autres classes de la société" clament ces "révolutionnaires". Ils oublient simplement que l'unification du prolétariat sur le terrain politique passe par l'unification sur le terrain de la défense économique.

Méconnaître cette donnée revient à s'inscrire dans une optique spontanéiste et exhortationniste et, ainsi, à stériliser les énergies révolutionnaires.

Un militant du Collectif.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

LES COMMUNISTES ET LA QUESTION SYNDICALE

Dans son numéro de septembre, "Révolution Internationale", organe du Courant Communiste International (C.C.I.), engage une "polémique" avec notre organisation. A coup de références approximatives, de citations truquées, de bouts de phrases habilement tirées de leur contexte pour leur faire dire ce que l'on veut et d'amalgames avec d'autres groupes, le C.C.I. veut démontrer notre "opportunisme" dans la question syndicale et pronostique notre passage imminent "dans le camp de la bourgeoisie" (1).

Nous n'avons nullement l'intention de nous laisser entraîner sur leur terrain par ces prétendus pourfendeurs de l'opportunisme qui se glorifient de réviser le marxisme et le programme communiste pour l'adapter à notre époque et qui donnent une démonstration éclatante de leur souci de rigueur théorique par leur absence de scrupules dans leur pratique de la "polémique", polémique qui est pour eux le nec plus ultra de la lutte politique, alors qu'elle n'en est que la forme la moins intéressante, la plus triviale et la plus propice aux confusions ou aux falsifications.

Si la polémique avec le C.C.I. n'a guère d'intérêt, la critique politique des orientations défendues par ce groupe est par contre nécessaire, non à cause de son supposé "impact" dans la classe, mais en raison du rôle confusionniste qu'il peut jouer auprès des éléments attirés par les positions révolutionnaires en faisant passer pour marxiste et communiste le vieux spontanéisme anarchisant. En rappelant les véritables positions classiques du communisme et les formulations données par notre parti, nous allons constater qu'en dépit de l'évolution (et de l'involution) des situations, ce sont au fond les mêmes déviations qu'il faut combattre : à l'invariance du marxisme répond l'invariance de l'opportunisme.

Les Thèses de l'Internationale Communiste

Sur la question syndicale comme sur les autres, l'Internationale Communiste, fondée après la première guerre, restaure les principes marxistes foulés au pied par l'opportunisme social-démocrate : soumission de l'organisation de défense économique au parti révolutionnaire, en opposition au principe de la neutralité politique des syndicats, défendu tant par les réformistes que par les anarchistes; ouverture des syndicats aux plus larges couches ouvrières en opposition à l'étroitesse corporatiste et nationaliste de l'aristocratie ouvrière; indépendance absolue par rapport à l'Etat bourgeois ou au patronat, contre la tendance à la collaboration de classes de cette même aristocratie ouvrière pour sauvegarder ses privilèges de catégorie aux dépens des larges masses ouvrières. Mais l'Internationale dut aussi combattre une tendance gauchiste qui préconisait la sortie des syndicats, soit parce qu'elle voulait remplacer la forme syndicale par une forme prétendument intrinsèquement révolutionnaire, soit parce qu'elle estimait que dans les syndicats les forces révolutionnaires étaient inévitablement soumises aux masses réactionnaires ou arriérées sur lesquelles s'appuient la hiérarchie réformiste.

Contre le premier argument, les marxistes rappelèrent que la révolution n'est pas une question de forme d'organisation, qu'il n'existe aucune forme d'organisation qui serait en soi révolutionnaire. La domination réformiste dans les syndicats n'était pas due à leur structure mais à leur lien avec la bourgeoisie et à la passivité encore prépondérante parmi les masses.

Contre le deuxième argument, l'I.C. montra que la sortie des vieux syndicats où les travailleurs affluaient par millions revenaient à isoler en fait les révolutionnaires de ces travailleurs poussés à la lutte, à laisser ceux-ci, ces fameuses masses "arriérées", sous la coupe du réformisme.

Il faut préciser ici qu'à la différence de leurs lointains descendants actuels, les "anti-syndicalistes" de l'époque pou-

vaient compter sur des organisations rassemblant des dizaines de milliers de travailleurs, voire parfois des centaines de milliers. Mais isoler ces dizaines de milliers de travailleurs révolutionnaires en quittant les organisations de masse et en créant de nouvelles organisations fermées aux ouvriers du rang par des préalables politiques, c'était, au nom d'un purisme que Lénine qualifia d'infantile rendre la révolution impossible. Car la révolution n'est pas possible tant que l'influence conservatrice et paralysante du réformisme sur les larges masses n'est pas battue en brèche.

Après avoir constaté l'afflux des travailleurs dans les syndicats, et indiqué le lien dialectique qui existe selon le marxisme entre lutte économique et lutte politique, les thèses du IIe Congrès de l'I.C. sur "Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine" (juillet 1920) disent :

"Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des Syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux Syndicats leur caractère d'organisations de l'aristocratie ouvrière; elle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les syndicats. Au moment de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale : elle est soutenue dans ces tentatives par l'oeuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste.

"Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et leur manque de sécurité. Etant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les Syndicats, et considérant le caractère objectif révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative

"de la création des Syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

"Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de syndicats qui ne seraient pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroitesse politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et la pousse vers les chefs opportunistes, travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie...

"Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des Syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra pas y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à vaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

"Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des Syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des Syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces Syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Mais le concours prêté aux Syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des Syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classes. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des Syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste."

Ces positions étaient évidemment partagées par le P.C. d'Italie, alors dirigé par la Gauche, qui note dans les "Thèses de Rome" (2) : "Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour les résultats contingents et limités entre en contradiction (...) avec une réelle préparation révolutionnaire". La situation était alors caractérisée par l'existence dans tous les pays développés de véritables syndicats de classe avec une tradition prolétarienne de lutte vivante même si leurs directions réformistes se rangeaient du côté de la bourgeoisie et menaient une politique de plus en plus activement contre-révolutionnaire. La tactique communiste se fixait donc théoriquement et pratiquement la perspective de la conquête de ces syndicats "rouges", chose évidemment exclue pour les syndicats "jaunes", "blancs" ou "noirs", c'est-à-dire patronaux, chrétiens ou fascistes.

Après la Seconde guerre mondiale Trotsky lui-même avait relevé le processus "irréversible" de dégénérescence et d'intégration croissante des syndicats dans l'Etat à l'époque impérialiste (3). Après la fin de la guerre et au cours de la période d'expansion économique, le processus s'amplifia. Dès le début de cette période, et en cohérence avec son analyse qui ne prévoyait pas avant de longues années le retour de la lutte de classe du prolétariat, notre parti a réaffirmé les principes marxistes sur cette question.

C'est ainsi que dans les "Thèses caractéristiques du parti" (1952), on peut lire : "6. Le marxisme a vigoureusement repoussé à chacune de ses apparitions la théorie syndicaliste qui donne à la classe des associations de métiers, d'industrie ou d'entreprises, et les considère comme capables de développer la lutte et de transformer la société.

Le marxisme considère le syndicat comme un organe insuffisant en lui-même pour la révolution, mais néanmoins indispensable pour mobiliser la classe sur le terrain politique et révolutionnaire, ce qui suppose la pénétration et la présence du parti dans les organisations économiques de classe. Celles qui comprennent exclusivement des prolétaires et n'imposent à leurs adhérents aucune opinion politique, religieuse ou sociale se prêtent à l'oeuvre de pénétration du parti, mais ces caractéristiques se perdent dans les organisations confessionnelles et à adhésion obligatoire, ainsi que dans celles qui sont devenues partie intégrante de l'appareil d'Etat.

"7. Le parti n'adopte jamais la méthode consistant à former des organisations économiques partielles comprenant exclusivement les travailleurs qui acceptent les principes et la direction communistes. Mais il reconstruit sans réserves que non seulement la situation pré-insurrectionnelle, mais toute phase d'accroissement décisif de l'influence du parti au sein des masses suppose la formation entre le parti et la classe d'organisations à but économique immédiat et à nombreuse participation ouvrière, ainsi que la présence en leur sein d'un réseau de noyaux, groupes et fractions syndicales du parti.

"Dans les périodes défavorables de passivité de la classe, le parti a pour tâche de prévoir les formes et d'encourager l'apparition d'organisations économiques pour la lutte immédiate. Dans l'avenir, celles-ci pourront assumer des aspects entièrement nouveaux, après la série historique de types bien connus comme les ligues de métier, les syndicats d'industrie, les conseils d'usine, etc. Le Parti encourage toujours les formes d'organisation qui facilitent le contact et l'action commune entre travailleurs des différentes localités et des différentes spécialités et il repousse les formes fermées..

"8. Dans la succession des situations historiques, le Parti se tient bien loin des positions suivantes : la vision idéaliste et utopiste qui confie à une union d'apôtres, ou de héros, à une élite d'éléments conscients la tâche d'améliorer la société; la vision libertaire qui la confie à la révolte d'individus ou de foyers dépourvus d'organisation; la vision syndicaliste ou économiste qui la confie à des organismes économiques et apolitiques, avec ou sans revendication des méthodes violentes; la vision volontariste et sectaire qui fait abstraction du processus réel dans lequel la rébellion de classe surgit de réactions et d'actes précédant de loin la conscience théorique et même une volonté claire, et qui veut en conséquence un petit parti d'élite, ou bien qui s'entoure de syndicats extrémistes constituant un doublet de sa propre organisation".

(Suite en page 4)

LES COMMUNISTES ET LA QUESTION SYNDICALE

(Suite de la page 3)

En 1965, dans les "Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du Parti Communiste mondial selon les positions qui constituent depuis un demi-siècle le patrimoine historique de la Gauche communiste", nous répondîmes en même temps qu'à une déviation activiste à une déviation académiste ou théoricienne qui s'était manifestée en France par l'opposition à la parution d'un journal de lutte politique ("Le Proletaire") et par le refus en fait des tâches militantes du parti qui devait se cantonner à la théorie pure :

"(...) La vie du parti doit par-tout, toujours et sans exceptions s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses et jusque dans celles de leurs manifestations qui sont influencées par des directives opposées aux nôtres. C'est une vieille thèse du marxisme de gauche que l'on doit accepter de travailler dans les syndicats de droite où les ouvriers sont présents, et le parti abhorre l'individualisme qui dédaigne de mettre les pieds dans ce milieu et qui va jusqu'à théoriser le refus de prendre part aux rares et lamentables grèves auxquelles les syndicats d'aujourd'hui se risquent. Dans de nombreuses régions, le parti a désormais accompli une activité notable dans ce sens, en dépit de graves difficultés et de la supériorité numérique considérable des forces adverses. Il est important d'établir que même là où ce travail n'a pas encore atteint un développement appréciable, notre petit parti repousse la position qui voudrait le réduire à un ensemble de cercles fermés sans liaison avec l'extérieur et cherchant des adhésions dans la sphère exclusive des idées qui, pour le marxisme, est un monde faux quand on le considère autrement que comme la super-structure du monde des conflits économiques". (4)

Les positions correctes ne sont jamais acquises définitivement et l'assimilation du marxisme jamais garantie une fois pour toutes, surtout dans une petite organisation contrainte de lutter à contre-courant. Après 68, de graves erreurs sur la question syndicale réapparurent pour aboutir à la crise "Florentine" qui vit le départ de la section de Florence, responsable de l'orientation du travail syndical du parti. Ces militants plaquaient mécaniquement les analyses et la tactique du P.C. d'Italie des années 20, comme si les 50 ans écoulés n'avaient pas été marqués par de profonds changements, à commencer par la victoire de la contre-révolution et donc la soumission du prolétariat à l'ordre social bourgeois; c'est ainsi qu'ils voyaient dans la C.G.T. et la C.G.I.L. italienne des syndicats de classe qu'il fallait "défendre" contre les syndicats jaunes; ils lançaient également le mot d'ordre de reconstruire un syndicat de classe, comme si notre minuscule parti avait la capacité d'entraîner derrière lui la classe ouvrière dans une tâche aussi importante et dont la condition est de profonds bouleversements politiques et sociaux qui mettent les masses en mouvement.

En réaction à cette orientation fautive, une orientation tout aussi fautive, ouvertement anti-syndicaliste, se fit jour chez certains militants qui reprirent les positions des gauchistes allemands ou hollandais du premier après-guerre dont nous avons parlé plus haut. La base réelle de cette dernière déviation est à chercher dans l'existence, à l'époque, de quelques comités extra-syndicaux et d'un certain développement de courants politiques anti-syndicaux (courants "basistes", "mao-spontex"...). Ces phénomènes devaient sans aucun doute être appréciés posi-

vement comme des symptômes de l'hostilité à l'encadrement collaborationniste. L'anti-syndicalisme de principe n'en restait pas moins erroné, comme le prouve suffisamment le fait que ces organismes extra-syndicaux en vertu de cette seule caractéristique n'ont pu ni susciter une reprise de la lutte de classe et un changement du rapport de force entre les classes, ni même entamer l'influence des syndicats. En 1972, nos thèses syndicales ont fait le point sur la question contre les déviations apparues dans le parti, en parfaite cohérence avec les positions traditionnelles de la Gauche communiste; elles rappelaient aussi notre analyse des syndicats dans la période actuelle :

"Après la guerre, la situation mondiale de l'associationnisme ouvrier est donc la suivante : ou bien des syndicats directement insérés dans les rouages de l'appareil d'Etat, comme dans le bloc capitaliste de l'Est, ou bien des syndicats intimement liés à eux par les liens d'autant plus efficaces qu'ils sont plus hypocritement dissimulés, comme dans le bloc capitaliste de l'Ouest, sans parler des syndicats que les jeunes bourgeoisies des anciennes colonies du Tiers-Monde ont constitués et qui, dépendant directement de l'Etat, ne sont que des instruments de "mobilisation" et de disciplinisation de la force de travail.

"(...) Nous avons dit en 1949, et nous le répétons aujourd'hui, que ce processus est tout aussi irréversible que l'évolution totalitaire et centralisée du capitalisme impérialiste tant en économie qu'en politique et que c'est lui qui donne la clé de l'évolution des syndicats dans tous les grands pays capitalistes". Mais nous avons la certitude scientifique que le processus qui depuis plus de 30 ans sépare la classe de son Parti et lui fait considérer le communisme comme invraisemblable ou même impossible est, lui, réversible; nous avons la certitude scientifique que si la dynamique de la phase impérialiste implique l'assujettissement de plus en plus complet du syndicat à l'Etat bourgeois, elle implique aussi le déclenchement à l'échelle mondiale de la crise économique et l'explosion de la reprise généralisée de la lutte de classe, pour éloignée qu'elle puisse paraître aujourd'hui. La véritable conquête, durable et fondamentale, d'une telle reprise, sera le retour sur la scène historique, en tant que facteur agissant, de l'organisation sévèrement sélectionnée et centralisée du parti, mais elle s'accompagnera nécessairement de la renaissance d'organisations de masse, intermédiaires entre la large base de masse et son parti. Ces organisations peuvent ne pas être les syndicats. Dans la perspective d'un tournant brusque vers l'assaut révolutionnaire ce ne seront pas les syndicats : dans la révolution russe, ce ne sont pas eux, mais les soviets qui, dans une situation de dualité virtuelle du pouvoir ont constitué le chaînon intermédiaire entre le Parti et la classe. Mais à l'échelle mondiale, il est des pays où la Révolution mûrira péniblement au lieu de se propager à la vitesse d'un incendie. Là il n'est pas exclu que renaissent des organisations économiques au sens étroit du terme(...).

"(...) C'est pourquoi il est tout aussi vrai que nous n'avons rien à défendre dans les syndicats d'aujourd'hui et que nous devons affirmer contre eux le principe permanent de l'associationnisme ouvrier qui est un facteur du développement des luttes de classe, tout en soutenant qu'il en est aussi un produit et que la réalisation de ce principe est conditionnée par ce développement" (5).

Où en sommes-nous ?

A l'occasion du "redressement de la barre" de 72, furent rétablies les grandes orientations que doivent défendre les militants du parti dans comme hors des syndicats, là où il est possible de mener un travail d'organisation et d'orientation classistes :

"le parti ne peut certes pas susciter la lutte de classe, mais il a pour tâche d'en rapeler constamment, les conditions élémentaires et indispensables, en défendant des méthodes et des mots d'ordre généraux qui tendent à unir les prolétaires de toutes les usines, de toutes les catégories et toutes les localités: extension des grèves; dénonciation des grèves tournantes; revendication d'augmentations de salaires plus fortes pour les catégories moins payées; réduction massive de la durée du travail; abolition des primes, des stimulants matériels, du travail aux pièces; salaire intégral aux chômeurs". (6).

Les 15 années qui se sont écoulées depuis la rédaction de ces thèses n'en ont pas altéré la validité, ni remis en cause les orientations générales qu'elles définissent, bien au contraire. Si cette période, marquée par la fin du grand cycle d'expansion capitaliste de l'après-guerre avec l'éclatement de la crise de 74-75, a montré la difficulté extrême qu'a le prolétariat pour reprendre le chemin de la lutte de classe, les épisodes n'ont pas manqué qui confirment ce que nous écrivions. Il suffit de se souvenir de la Pologne, où la classe ouvrière a fait voler en éclats les vieux syndicats officiels et a entrepris aussitôt de constituer une nouvelle organisation unitaire de défense et de lutte immédiate. L'expérience polonaise a montré aussi les limites du syndicalisme et la nécessité du parti prolétarien de classe pour non seulement guider les travailleurs dans la lutte contre l'Etat, mais pour vaincre l'influence des classes moyennes et s'opposer au réformisme et au pacifisme social qui en est l'expression.

Il serait possible de se tourner aussi vers d'autres épisodes de grande portée, du Brésil à l'Afrique du Sud, pour démontrer l'importance des luttes économiques, du problème de l'organisation pour ces luttes et du rapport avec la lutte politique. L'objection banale que dans ces différents cas l'organisation de lutte économique n'a pas échappé à l'emprise réformiste ne peut faire oublier que cette organisation surgit comme un besoin objectif de la lutte prolétarienne. Elle ne peut convaincre que celui qui cherche naïvement une recette, une formule magique, une forme spéciale d'organisation pour garantir de toute dégénérescence réformiste, alors que cette "garantie" ne peut se trouver que dans la conquête par le parti révolutionnaire de classe de la direction de la lutte et de l'organisation de défense économique.

Le doctrinaire aura beau dire : "puisque à l'époque de l'impérialisme, la tendance des syndicats à l'intégration dans l'Etat est irréversible, il faut donc combattre toute perspective de constitution d'organes de défense économique", il ne fait que démontrer son incapacité à comprendre les choses et son défaitisme fondamental vis-à-vis de la lutte prolétarienne. La tendance des syndicats à fusionner avec l'Etat n'est irréversible - écrivions-nous en 1972 - que pour autant que le capitalisme parvient à maintenir sa domination sur le prolétariat. Dire qu'elle est irréversible dans l'absolu revient à dire que le capitalisme gardera à jamais ce pouvoir. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que dans ce cas, ce ne sont pas seulement les syndicats qui seraient condamnés en tant qu'instruments de la lutte révolutionnaire : c'est la lutte révolutionnaire elle-même qui serait exclue,

c'est de la révolution elle-même qu'il faudrait faire son "deuil" (7). Prétendre que toute organisation prolétarienne de défense économique permanente est par nature condamnée à se soumettre à la bourgeoisie, revient à dire que le prolétariat ne pourra jamais avoir la force d'empêcher le passage à l'ennemi de ses propres organisations. Comment alors pourrait-il avoir la force bien plus grande de renverser ce même ennemi et de faire la révolution ? En dépit de leurs phrases ronflantes sur les incessantes vagues de luttes prolétariennes qu'ils voient déferler sur le monde, nos spontanistes sont profondément défaitistes par rapport aux capacités du prolétariat. Par peur de les voir dégénérer, ils combattent les moindres embryons d'organismes prolétariens potentiellement classistes. Le prolétariat ne doit surtout pas s'organiser; de vagues "comités de lutte" sont tolérés (peut-être parce que cela leur rappelle leur jeunesse soixante-huitarde ?), mais à condition qu'ils se dissolvent après les luttes et qu'ils s'en tiennent à l'agitation des idées. Leur orientation revient en fait à priver le prolétariat de l'arme dont il a besoin pour la lutte immédiate - l'organisation prolétarienne indépendante de même qu'elle revient à le priver de son organe irremplaçable pour la lutte révolutionnaire, le parti de classe qui, selon eux, doit se cantonner au rôle platonique d'éclaircisseur des consciences et surtout pas se mêler d'être facteur de l'histoire. Le spontanéisme anarchisant est donc un obstacle au retour du prolétariat à la lutte de classe surtout lorsqu'il camoufle son défaitisme derrière un activisme de la phrase, un exhortationnisme creux et sonore et des références usurpées à la Gauche communiste dont en réalité tout le sépare.

(1) Pour avoir une idée du sérieux du C.C.I., il suffit de constater qu'il nous amalgame avec le groupe qui publie "Pour le Syndicat rouge", qui s'est séparé de notre organisation il y a 15 ans, lors de la crise "florentine" dont nous parlons plus bas. Nous n'allons pas rectifier les citations, toutes truquées, que le C.C.I. fait de nos textes, mais il nous semble important de le faire en ce qui concerne le point 12 du programme du Parti Communiste Internationaliste d'Italie (1946 pour la traduction française) qui a encore de la valeur aujourd'hui. Le lecteur pourra constater s'il a quelque chose à voir avec le trotskysme :

"Le travail au sein des organisations économiques syndicales des travailleurs, en vue de leur développement et de leur renforcement est une des premières tâches politiques du parti. On doit combattre le caractère désormais commun à la politique syndicale tant fasciste que démocratique, qui consiste à attirer le syndicat ouvrier parmi les organes de l'Etat, l'assujettissant de différentes manières à ce dernier au moyen de tout un appareil juridique. Le Parti aspire à la reconstruction d'une Confédération syndicale unitaire, indépendante des Commissions d'Etat et agissant avec les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, depuis les revendications locales et de catégorie, jusqu'aux revendications générales de classe. Dans les syndicats ouvriers, entrent les travailleurs appartenant individuellement aux divers partis, ou n'appartenant à aucun; les Communistes ne proposent ni ne provoquent la scission des syndicats du fait que les organismes de direction seraient conquis ou détenus par d'autres partis; mais ils proclament de la façon la plus ouverte que la fonction du syndicat ne se complète et ne s'épanouit que lorsqu'à sa direction se trouve le parti politique de classe du prolétariat. Toute autre influence sur les organisations syndicales prolétariennes,

(Suite en page 5)

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS DES DOM-TOM!

(Suite de la page 1)

Tout au long de l'enquête et de la procédure judiciaire, la justice montrera beaucoup de zèle à ne rien faire qui puisse charger les assassins. Les pièces à conviction, comme les étuis de cartouches ou les balles extraites du corps des victimes ne seront pas saisies ou remises à un expert, aucune reconstitution des faits ne sera organisée, elle aurait trop pesé sur la culpabilité des 7 métis. En 1986 un non-lieu sera même prononcé par le juge Semur!

Le verdict d'acquiescement des inculpés, tombé comme une masse sur les canaques le 29 octobre dernier, n'est donc pas étonnant. Il l'est peut être pour tous les opportunistes et réformistes qui croient en une neutralité de la justice, mais il ne l'est absolument pas pour les communistes. En situation de haute tension sociale, l'armée, la police, la justice tombent totalement le masque, se révélant pour ce qu'elles sont, les remparts de l'ordre bourgeois et impérialiste. Il n'y a que les braves agents démocratiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie pour s'offusquer de cet acquiescement scandaleux au nom même des principes de cette justice sur lesquels s'est appuyé le verdict. Par exemple, en s'exclamant que la politique de la France dans les DOM-TOM "fait litière des droits de l'homme et défigure le visage qui devrait être celui de notre pays", le PCF (voir "L'Huma" du 7-11-87) se rallie au chœur des défenseurs de l'ordre républicain et impérialiste, position évidemment dans le droit fil de son programme chauvin et contre-révolutionnaire. Les bons démocrates auraient sans doute préféré que la justice agisse avec un peu plus de circonspection, pas tellement par "souci d'équité" que pour éviter de nouvelles réactions des canaques et une radicalisation de leur lutte.

Ainsi, comme pour bien donner le coup d'envoi de la chasse au canaque, une semaine après cet acquiescement les gendarmes français tiraient sur

un groupe de jeunes qui s'enfuyaient à leur vue et tuaient l'un d'entre eux, Léopold Dawano, en lui tirant dans le dos avec le terrible fusil à pompe, le riot gun, qui les équipe.

Machoro était mort d'un "tir de neutralisation", ce jeune canaque est mort d'un "tir de dissuasion", d'autres l'ont été ou le seront de "tir d'avertissement", de "tir d'intimidation", de "tir de semonce" et bien sûr de "tir accidentel". Il y a dans cette panoplie d'explications rapides de quoi justifier bien des cadavres! Pour banaliser ce nouvel assassinat, l'Etat fera immédiatement passer Léopold Dawano pour un repris de justice, laissant ainsi entendre, par ce grossier mensonge ("il est connu des services de la police" disent les flics et répètent comme des ânes les journalistes) que ce n'est qu'un moindre mal; à la limite il est permis au "brave français" et caldoche que c'est même une bonne affaire de s'être débarassé d'un être "asocial". Le canaque qui larcine non sans raison la richesse des caldoches devient ainsi homme à abattre et comme tout canaque est pour le caldoche un voleur, tout canaque est placé dans la ligne de mire des fusils blancs.

Quelle riposte, quelle défense à cette nouvelle offensive?

Il y a trois ans, le FLNKS avait répondu à l'assassinat d'Eloi Machoro comme l'impérialisme le lui suggérait par son meurtre. La liquidation physique du leader canaque qui avait commis, même de manière symbolique, le crime de lèse-démocratie en brisant à coups de hache les urnes, posait en effet un ultimatum au FLNKS. En clair l'impérialisme montrant qu'il était le plus fort sur le terrain de la violence exigeait du FLNKS le contrôle de ses troupes et de ne pas s'écarter du chemin qu'il lui traçait, c'est-à-dire du respect de l'ordre métropolitain.

Le FLNKS de Jean-Marie Tjibaou répondra à cette attente en orientant la ligne politique du front sur l'action pacifiste, non-violente et respectueuse des Institutions, prenant pour image

historique et guide suprême Gandhi. Les médias bourgeois ont surtout retenu de cette orientation ultra-légaliste l'éviction de Uregeï, "ministre des relations extérieures" qui organisait les stages de combattants en Lybie. Mais au-delà de cet aspect personnel et symbolique, il faut surtout comprendre que cette orientation, pronant la grève de la faim et le sit-in, est une entrave terrible au développement d'une lutte et d'une résistance réelle et efficace contre un ennemi qui lui, agit directement sur le terrain de la violence.

L'acquiescement des assassins de Hienghène et l'assassinat de Leopold Dawano ont bien obligé Tjibaou à durcir le ton, à menacer la gendarmerie d'exercer son "droit à l'autodéfense" ou à appeler le peuple canaque "à prendre ses dispositions". Son appel ne doit tromper personne! C'est un appel au secours plutôt qu'à la mobilisation. Je suis non-violent, dit-il en substance, mais il faudra bien que j'ouvre la soupe de surpression pour que la marmite canaque n'explose pas! Le FLNKS est donc condamné à mettre le bémol à toutes les réactions spontanées d'autodéfense des groupes canaques les plus radicalisés, en attendant de rediscipliner ses troupes autour de l'action pacifiste. L'arrogance de l'impérialisme crée donc une situation de test pour le FLNKS permettant de mesurer ses capacités à endiguer la révolte encore sourde des masses canaques.

L'appel à l'autodéfense du FLNKS n'est donc qu'une parole en l'air. Qui peut le prendre au sérieux? Pas l'impérialisme en tout cas qui ne peut que rire de ces volte-face d'opérette.

Le FLNKS est donc ainsi poussé malgré lui à des velléités radicales et se place comme exutoire des probables poussées de lutte et d'autodéfense réelles des groupes canaques les moins corrompus par les charmes discrets de la démocratie. Se revendiquer un jour de Gandhi -qui au moins a eu la cohérence de ne pas changer de cap au moindre son du canon britannique- pour brandir le lendemain le poing vengeur, est propre aux pantins et aux girouettes que les militants indépendantistes les plus conscients doivent dénoncer comme tel.

DE LA MAIN DE FER SUR LES MASSES CANAQUES A LA REPRESSION DES PROLETAIRES TAHITIENS

La Nouvelle-Calédonie n'est pas le seul terrain du Pacifique où s'exerce la pression de l'impérialisme français. La formidable révolte des dockers tahitiens remet elle aussi la présence de la France dans cette zone en question et cela de manière d'autant plus critique qu'au travers de Tahiti ce sont les champs d'essais nucléaires qui sont concernés.

Les 500 dockers de Tahiti ont commencé leur lutte le mercredi 27 octobre, mais très vite c'est l'ensemble des quartiers pauvres de Papeete et de Faa qui ont rejoint le mouvement, le radicalisant encore plus. La grève des dockers est donc devenue une explosion de tous les prolétaires tahitiens.

Ceci est d'ailleurs une constante des luttes prolétariennes à Tahiti, puisque lors de la dernière grève des dockers en 1986, s'était déjà créé un mouvement de solidarité des travailleurs des secteurs public et privé.

Face à cette flambée de lutte, l'impérialisme a dû opposer 6 escadrons de la gendarmerie mobile et 200 légionnaires occupés encore aux tâches subalternes de l'ordre, mais prêts à être lâchés comme des fauves contre les prolétaires en lutte. La hargne de l'impérialisme contre les dockers est d'autant plus forte qu'il ne peut se permettre de laisser se développer de tels mouvements dans ses propriétés du Pacifique. La grève des dockers et l'explosion sociale qu'elle a provoquée ne doit pas devenir un exemple pour les autres DOM-TOM, de la Nouvelle-Calédonie à la Guadeloupe en passant par la Réunion. Isoler les luttes de caractère national ou prolétarien et frapper fort là où elles ne peuvent être contenues, est la ligne de conduite permanente de l'impérialisme, qui lui par contre unifie et centralise ses énergies. Par exemple devant l'incapacité du Haut Commissaire de la République, Angeli, l'Etat a envoyé en renfort Jean Montpezat, homme d'expérience puisque venant de Nouvelle-Calédonie! Dans les bagages du nouveau Haut Commissaire bien sûr des renforts de gendarmes qui se sont fait auparavant la main sur le "caillou" calédonien.

La répression démocratique a donc été à la hauteur des enjeux impérialistes:

- Etat d'urgence avec couvre-feu de 19 heures à 5 heures et militarisation de l'île.
- Arrestation des militants syndicaux et des prolétaires en rébellion.
- Perquisitions dans les locaux syndicaux.
- Nouvelle loi sur l'obligation d'assurer un "service minimum" en cas de grève.

Face à la lutte prolétarienne, la démocratie nous montre son vrai visage et les droits de l'homme se présentent sous leur vrai éclairage. L'Etat bourgeois ne recule devant aucun moyen pour défendre ses intérêts de rapace et faire régner son ordre.

Pour renforcer leur capacité de lutte les prolétaires et les masses autochtones des DOM-TOM doivent recevoir la solidarité inconditionnelle du prolétariat des métropoles. Et surtout celui-ci doit affirmer clairement et sans ambiguïté le droit à l'autodétermination des populations des DOM-TOM et lutter contre la campagne idéologique de la bourgeoisie, développée à gauche comme à droite, affirmant notamment que l'usage de ce droit tournant le plus souvent à des "dictatures à disposer des peuples", il ne pouvait plus en être question dans le cadre des peuples régis par la démocratie d'une métropole. Car tel est un des grands arguments avancés par la démocratie pour justifier sa domination sur les masses colonisées et sa défense acharnée de ses "propriétés historiques" d'outre-mer.

Les premiers colons sont débarqués sur ces territoires au nom de la civilisation et de la christianisation des peuplades "sauvages", mais maintenant la pacification a trouvé une autre idole, celle de la démocratie. Et au nom de sa défense, c'est-à-dire de la défense de l'ordre bourgeois et impérialiste, tous les coups sont permis. L'état de siège, l'emprisonnement brutal des prolétaires en lutte, la militarisation au quotidien ne sont donc pas des caractères exclusifs aux dictatures militaires comme le prétend la démocratie, mais le propre de tout Etat bourgeois menacé dans ses intérêts de rapace.

Alors que tous les feux de l'actualité politique sont braqués sur la guerre que se livrent les prétendants bourgeois à la magistrature suprême -où les coups qui volent bas ne relèvent encore qu'un pan du voile recouvrant toute la pourriture et la corruption de l'Etat- la révolte des prolétaires tahitiens est passée à l'arrière plan des faits divers à grands spectacles. Une fois la flambée de violence éteinte, la chape de plomb du silence est retombée sur Tahiti. Le compte de ces événements a été mis sur le dos de dockers manipulés par des nationalistes irresponsables et épaulés par des pilliers de droit commun!

Mais la réalité est bien différente. Si l'expression idéologique prise par ces luttes est fortement marquée du caractère national et indépendantiste, c'est bien parce qu'à l'exploitation des prolétaires s'ajoute une oppression nationale et coloniale. Ce serait faire preuve d'une myopie imbécile que de dévaloriser cette lutte parce qu'elle ne se cache pas de son orientation anti-coloniale et parce que de ce fait elle diviserait les prolétaires tahitiens et de la métropole.

L'union internationale des prolétaires ne peut se poser comme préalable au soutien des mouvements dans les colonies, fussent-elles les dernières de la longue histoire du colonialisme français. L'unité suppose la solidarité et la solidarité pour le prolétariat métropolitain est de se démarquer sans la moindre ambiguïté de "sa" bourgeoisie, de "son" impérialisme et de défendre contre l'ordre colonial le droit à l'autodétermination des DOM-TOM. C'est de cette façon et de cette façon seulement que le prolétariat des colonies pourra se lier au prolétariat métropolitain, qui n'apparaîtra pas ainsi comme complice de l'impérialisme français; et c'est aussi la seule façon que le prolétariat des colonies prenne conscience de la nécessité de lutter en toute indépendance de classe. ●

- IMPERIALISME FRANCAIS HORS DES DOM-TOM!
- LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DE TOUS LES PROLETAIRES ET MILITANTS EMPRISONNES!
- SOLIDARITE DE CLASSE INTERNATIONALE ET INTERNATIONALISTE!



LES COMMUNISTES ET LA QUESTION SYNDICALE

(Suite de la page 4)

"non seulement leur enlève leur caractère fondamental d'organismes révolutionnaires (qui a été démontré par toute l'histoire de la lutte des classes), mais les rend stériles même pour la simple poursuite des améliorations économiques immédiates, et en fait un instrument passif des intérêts patronaux.

"La solution qui a été donnée en Italie à la reconstitution de la centrale syndicale a été un compromis, réalisé non pas entre 3 partis prolétariens de masse -qui n'existent pas- mais entre 3 groupes de hiérarchies et de cliques extra-prolétariennes, prétendant à la succession du régime fasciste; cette solution doit être combattue en incitant les travailleurs à renverser cet échafaudage de contre-révolutionnaires de profession.

"Le mouvement syndical italien doit retourner à ses traditions d'appui étroit et déclaré au parti prolétarien de classe, en s'appuyant sur la renaissance de ses organismes locaux, les glorieuses Bourses du Travail qui, aussi bien dans les grands centres industriels que dans

"les zones rurales, ont été les protagonistes de grandes luttes ouvertement politiques et révolutionnaires".

(2) Thèses adoptées lors du IIE Congrès du P.C. d'Italie (1922). "Défense de la continuité du Programme Communiste", éd. Programme. Nous invitons le lecteur à s'y reporter in extenso.

(3) in "Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste" (août 1940). Si l'analyse que fait Trotsky des syndicats est très pertinente -et tout à fait à l'opposé de celle du mouvement trotskyste actuel- il n'en est pas de même des mots d'ordre qu'il avance, de type démocratique. Pour une critique plus détaillée, cf "Marxisme et question syndicale", rapport à la Réunion Générale du parti, Le Proletaire No. 128, 29.5.72.

(4) Ces thèses, ainsi que les "Thèses caractéristiques" qui précèdent, se trouvent dans le recueil "Défense de la continuité..."

(5) "Le Parti devant la question syndicale", Programme Communiste No. 53-54

(6) ibid

(7) "Marxisme et question syndicale", op. cit.

L'Afrique du Sud dans la perspective marxiste

Nous publions ci-dessous la résolution sur l'Afrique du Sud que nous avons annoncée dans le n° 388 (juillet 86) du PROLETAIRE. Il ne s'agit pas de "theses" à proprement parler; ce travail ne présente pas un caractère complet, dans le sens qu'il ne trace que des perspectives générales. Cependant il définit à notre avis le cadre de l'analyse marxiste de la situation en Afrique du Sud et de son développement. Il permet d'éviter en particulier deux écueils sur lesquels viennent échouer tant de groupes révolutionnaires - ou supposés tels. Le premier consiste à ne voir la situation dans le pays de l'apartheid que sous le seul angle de la lutte démocratique contre le régime raciste, même quand cette lutte est repeinte en rouge à la façon trotskyste. Cela revient à garantir que la lutte là-bas restera sous la coupe des forces nationalistes et de la petite-bourgeoisie conciliatrice, et à ne concevoir ici la solidarité que sous la forme d'une campagne d'opinion en alliance de fait avec le social-impérialisme, quand il ne s'agit pas d'un appel direct à la pression de l'Etat impérialiste sur l'Etat sud-africain (voir à ce sujet notre réponse à "Socialisme International").

Le second écueil consiste, au nom d'un purisme révolutionnaire étranger au marxisme, à se désintéresser (et à appeler les prolétaires à se désintéresser) de la lutte anti-apartheid, "impure", pour se consacrer à une lutte purement ouvrière, comme si les travailleurs pouvaient en quelque sorte faire abstraction de l'apartheid dont ils souffrent quotidiennement. En fait cette vision schématique abstraite aboutirait comme la précédente à abandonner le sort des masses prolétariennes noires à d'autres classes, qui proposent, elles, leur solution à la situation intenable vécue par la classe ouvrière et les opprimés d'Afrique du Sud.

Ce travail, dont le but est de réaffirmer et de fonder solidement la perspective marxiste, n'a pu se faire que sur la base du patrimoine et du travail d'ensemble du parti. Il nous permet de rectifier des imprécisions et des ambiguïtés

1. BASES ECONOMIQUES PLEINEMENT CAPITALISTES DE L'ETAT NEGRIER

23^{ème} puissance industrielle mondiale, l'Afrique du Sud est un des plus grands fournisseurs de matières premières indispensables à l'industrie stratégique militaire (platine, vanadium, manganèse, antimoine) et elle est le premier producteur mondial d'or.

Située à un point névralgique des routes australes, entre les océans Atlantique et Indien, elle est pour l'impérialisme un maillon essentiel de son système, tant pour le contrôle du trafic commercial international que pour le maintien du statu-quo dans la région de l'Afrique australe.

Avec seulement 4% du territoire du continent et 6,7% de sa population, l'Afrique du Sud fournit 30% de son revenu total, 43% de sa production minière, 75% de sa production d'électricité, 56% du trafic ferroviaire et 50% du parc automobile de toute l'Afrique; de plus, elle est le seul pays à avoir développé le secteur de l'industrie nucléaire.

Ces indices indiquent que la République-Sud-Africaine est le pays capitaliste le plus développé et le plus avancé d'Afrique, comme le montre aussi le pourcentage de la population active employée dans l'agriculture: 27%, soit un pourcentage inférieur à celui de l'Italie de l'immédiat après-guerre.

2. PRETORIA, GENDARME IMPERIALISTE ET POLE NATIONAL D'ACCUMULATION

En raison de sa position stratégique, de son rôle de "locomotive" capitaliste du continent et de fournisseur irremplaçable de matières premières, la R.S.A. fonctionne comme pilier et gendarme de l'impérialisme à l'échelle régionale.

D'autre part, la R.S.A., comme tout pays capitaliste, n'est pas un simple pion aux mains de tel ou tel impérialisme majeur, mais elle a des intérêts spécifiques dans l'aire africaine, comme dans le cadre du marché mondial, intérêts qui, s'ils sont en général en phase avec ceux de l'impérialisme occidental, ne coïncident cependant pas obligatoirement et en permanence avec ceux-ci.

Le processus d'intégration de la R.S.A. dans le marché mondial, ainsi que le montrent ses indices commerciaux et financiers (1), tend à s'accroître toujours plus et en même temps à présenter les caractéristiques d'un appareil productif capitaliste avancé: en 81 par exemple les exportations sud-africaines étaient constituées de produits alimentaires pour 1,6 milliards de rands, de minéraux et de combustibles pour 2,7 milliards et de produits manufacturés pour plus de 2,5 milliards de rands.

3. LA REPUBLIQUE BLANCHE ET LE MOUVEMENT ANTI-COLONIAL DES PEUPLES AFRICAINS.

Dans les années 70 s'achève le grand cycle des luttes anti-coloniales de ce second après-guerre. Il se termine en Afrique australe avec l'accession à l'indépendance de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola qui réussissent entre 75 et 73 à secouer le joug du colonialisme portugais.

Vis-à-vis de ce cycle, la R.S.A. joue un rôle de blocage, non au sens d'empêcher un bouleversement social bourgeois dont Pretoria pouvait tirer avantage du

point de vue économique et commercial, mais plutôt pour éviter que ce bouleversement lui-même s'accomplisse selon des méthodes et des formes politiques radicales et plébiscitaires. En effet un mouvement révolutionnaire national-bourgeois "par en bas" aurait pu encourager le prolétariat sud-africain de couleur à entamer une lutte sans quartier contre l'infâme régime de Pretoria. Cette lutte s'est d'ailleurs produite dans certaines limites avec les fermentations sociales qui ont secoué à plusieurs reprises le régime en coïncidence en 60 avec l'indépendance de l'Algérie et le mouvement de libération de l'Angola et en 76 avec l'indépendance de l'Angola. L'éventualité d'un mouvement insurrectionnel était d'autant moins exclue qu'une partie de la force de travail employée par la bourgeoisie sud-africaine est constituée de prolétaires venant des Etats voisins (Mozambique, Malawi, etc.).

L'embrassement de la lutte de classe moderne sur la lancée des révoltes anti-coloniales dans les pays de la région était une véritable menace pour la bourgeoisie car cela aurait mis en danger ses profits qui ne sont possibles qu'en raison d'un taux d'exploitation sans égal de la main d'oeuvre noire.

En défendant le statu quo impérialiste en Afrique australe, en s'employant à éviter que les bouleversements sociaux bourgeois en acte ne détruisent les équilibres politiques de la région, Pretoria a également protégé ses propres intérêts nationaux de pôle national d'accumulation.

4. EXPLOITATION CAPITALISTE ET SYSTEME DE L'APARTHEID.

Le système ségrégationniste consacré par la loi la domination et les privilèges de 4,5 millions de blancs par rapport à 2,5 millions de "coloureds", de 800'000 asiatiques et surtout de 16 millions de Bantous (noirs).

Les bases du ségrégationnisme ont été posées par l'interdiction du droit de grève pour les noirs (1911), l'interdiction de posséder la terre au-delà d'une limite correspondant à 7,3% de la superficie totale du territoire (1913) qui a condamné les masses noires à la prolétarisation forcée, le régime du "pass" (passeport intérieur) qui a institué leur contrôle rigide "de l'extérieur" en en faisant des étrangers sur leur propre sol et complété par la suite avec la reconnaissance des chefs de tribu par le joug d'un contrôle "de l'intérieur" tout aussi suffocant; et enfin par la constitution des "bantoustans", ces réserves où sont déportés les travailleurs noirs dans les années 50 et 60 et qui ont permis le système actuel de travail forcé émigré.

L'apartheid est donc loin d'être un résidu archaïque. Les formes pré-bourgeoises de l'oppression blanche ont été en réalité liquidées avec la guerre des Boers (1899-1902), qui supprima les rapports esclavagistes dans les campagnes. Il ne s'agit pas non plus aujourd'hui d'oppression raciale de type colonial pur: la domination blanche a en effet en Afrique du Sud des racines séculaires et les descendants des colons ont depuis longtemps coupé tout lien avec leur mère-patrie. Le système se rapproche donc le plus du type américain, renforcé par la situation d'encerclement de Pretoria, enclave blanche sur le continent africain.

qui sont cependant apparues parfois dans notre presse. L'article "Le sens de la révolution sud-africaine" (Le Prolétaire No 236) mettait justement l'accent sur la nécessité de la lutte pour les revendications immédiates "démocratiques", "bourgeoises" contre la ségrégation. Mais pour les besoins de la démonstration, il insistait trop sur les côtés d'arriération économique et sociale qui peuvent se rencontrer en Afrique du Sud. De plus il ne tranchait pas la question de savoir quelle force est capable d'obtenir ces revendications, laissant donc ouverte la possibilité d'une "révolution double". Lors de sa Réunion Générale de l'automne 79, le parti put conclure à "la fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le tiers-monde", à la fin de la possibilité historique de révolutions d'autres classes que la classe ouvrière et donc de la possibilité de "révolutions doubles" (cf PROGRAMME COMMUNISTE No 83).

Plus récemment, l'article "Soweto 76-86: vive la lutte de classe anti-apartheid" (Le Prolétaire No 388) contient des formulations équivoques qui peuvent prêter le flanc à des interprétations de type trotskystes. Dans le souci de saluer les trésors de combativité et de courage des opprimés noirs et leurs potentialités de lutte, l'article oublie d'indiquer les différences de classes qui existent au sein de ces masses et qui se traduisent par des orientations politiques opposées. On peut ainsi en retirer l'impression que le mouvement, par sa seule dynamique, pourrait surmonter les orientations bourgeoises et petites-bourgeoises pour devenir un mouvement communiste prolétarien, un peu à la façon des trotskystes qui voient "transcrire" tout mouvement en lutte révolutionnaire sans qu'il ait besoin d'intervenir le prolétariat et son parti de classe.

Sur ces points, comme sur d'autres, le texte ci-dessous s'efforce de lever les ambiguïtés et d'apporter des réponses claires aux questions fondamentales de la lutte de classes en Afrique du Sud.

L'apartheid est donc à plein titre une forme de dictature du capital. C'est la forme que dans cette situation particulière, le mécanisme économique s'est donné pour établir et renforcer sa domination sur la société. L'apartheid n'est pas le fondement de l'économie sud-africaine, qui réside dans l'extorsion de plus-value au prolétariat; il est le moyen dont s'est servi jusqu'ici le capitalisme sud-africain pour maintenir des taux de profit élevés grâce à une exploitation négrière de la force de travail noire. Il est cependant un pilier de la société sud-africaine en tant que principal moyen de contrôle et de répression des masses noires. C'est pourquoi son élimination pose tant de problèmes à la bourgeoisie, qui craint d'affaiblir ce qu'elle voit comme un ultime barrage à un déferlement incontrôlable des masses de couleur.

5. LES CONFLITS DE CLASSES DANS LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE.

Du côté prolétarien, en opposition à la masse des salariés noirs sous-payés, se tient l'aristocratie ouvrière blanche, liée par ses privilèges au char du capitalisme et fortement raciste.

A la suite de la prolétarisation croissante, pendant le vingtième siècle, des masses noires chassées des terres fertiles et dépossédées de tout moyen de subsistance, le rapport quantitatif entre salariés blancs et noirs s'est nettement renversé à l'avantage de ces derniers. Aujourd'hui en effet, 96% de la population noire est constituée de prolétaires, qui dès 1913 ont mené de grandes grèves et luttes syndicales. Depuis les mouvements de 76 à Soweto les luttes ouvrières se sont succédées de façon quasi ininterrompue.

Du côté bourgeois il y a d'une part les classes capitalistes liées au commerce et à l'industrie, principalement minière, et d'autre part les représentants des couches moyennes agraires de souche coloniale qui défendent les positions les plus racistes. Il y a en outre une petite et moyenne bourgeoisie de couleur, liée à une perspective de conciliation et de compromis avec les classes dominantes blanches.

Il existe objectivement un terrain d'entente entre les secteurs démocratiques de la bourgeoisie blanche et la couche moyenne de couleur, entente de signe nettement anti-prolétarien.

Les représentants des intérêts les plus spécifiquement capitalistes sont partisans d'une réforme du système de l'apartheid, dont la reconnaissance du droit de vote aux métis et aux asiatiques n'a été qu'un échantillon et pour laquelle militent des raisons économique-sociales et politiques.

1) La nécessité pour le capital de trouver une main d'oeuvre qualifiée que la classe ouvrière blanche, pour des raisons démographiques, ne peut plus fournir; cette nécessité est rendue brûlante par la crise économique mondiale.

2) l'exigence de moderniser l'appareil industriel en augmentant la productivité du travail par des investissements massifs de capital constant que la disponibilité illimitée de bras noirs à bas prix avait jusqu'ici rendus superflus.

3) l'exigence de concéder à l'ouvrier noir le droit de s'organiser pour avoir ensuite dans les syndicats légaux un interlocuteur responsable et diminuer ainsi les grèves et les tensions sociales.

4) l'urgence de désamorcer la situation explosive des "townships" et des bantoustans où est entassée une population prolétarienne unifiée par la même misère et animée de la même combativité.

5) la nécessité enfin, de rendre plus efficace le contrôle social par le développement d'une aristocratie ouvrière et d'une couche moyenne noires sur lesquels il serait possible de s'appuyer à des fins de conservation de l'ordre capitaliste.

La couche moyenne noire qui ne représente aujourd'hui que 5% de la population urbaine, mais qui n'en réussit pas moins à contrôler le mouvement des masses ouvrières et déshéritées par l'intermédiaire des organisations nationalistes et religieuses, est elle aussi directement intéressée à un remaniement démocratique du système politique sud-africain qui atténuerait le jeu du ségrégationnisme et ouvrirait des possibilités à ses représentants et à ses exigences sans mettre pour autant en discussion la structure économique bourgeoise ni détruire de façon vraiment radicale l'oppression raciale elle-même.

6 LUTTE DE CLASSE ET LUTTE ANTI-APARTHEID.

De toutes ces considérations, il découle que la lutte entre les classes modernes - prolétariat et bourgeoisie - constitue l'axe fondamental de la dynamique sociale en Afrique du Sud.

Mais la forme prise par la domination capitaliste avec le ségrégationnisme blanc pousse au premier plan de la lutte sociale la destruction de l'apartheid; la bataille anti-ségrégationniste acquiert ainsi un poids déterminant pour le prolétariat noir, auteur par ailleurs de vigoureuses luttes sur le terrain salarial.

La victoire contre l'apartheid n'est pas possible sans l'entrée en lutte des prolétaires noirs, qui deviennent la force motrice essentielle de la lutte anti-ségrégationniste. Cette fusion avec le mouvement anti-apartheid se déroule actuellement, malgré l'opposition des vieilles structures syndicales corporatistes et apolitiques. Mais en l'absence du parti révolutionnaire de classe, cette fusion se déroule sous l'égide de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie de couleur, derrière l'Eglise et les organisations nationalistes, et pour des objectifs de démocratisation et de réaménagement du capitalisme sud-africain.

Les revendications anti-apartheid ne tendent en effet en soi qu'à dépasser, dans le cadre du capitalisme lui-même les aspects les plus brutaux de sa domination; pour cette raison, ces revendications intéressent les représentants de diverses classes, y comprises bourgeoises et petites-bourgeoises. Mais le prolétariat noir lui aussi vit et ressent la lutte anti-ségrégationniste comme une bataille qui le concerne directement. L'oppression raciale s'ajoute en effet à celle du travail salarié comme un élément constitutif de la double oppression à laquelle il est soumis. En assujettissant les travailleurs de couleur à un régime d'exploitation négrière, l'apartheid contribue en définitive à rendre plus grave, plus aiguë et plus insupportable leur misère. En aucun cas, donc, les communistes et les ouvriers conscients ne peuvent rester indifférents aux revendications anti-apartheid, sous le prétexte qu'elles sont "démocratiques", pluri-classistes et non directement et purement prolétariennes et socialistes.

Les communistes savent que la seule garantie pour que la lutte anti-apartheid ne débouche pas sur un simple replâtrage de l'Etat sud-africain à l'occasion d'un compromis dont les masses exploitées feraient les frais, est que la classe ouvrière participe à fond à cette lutte avec ses méthodes (de la lutte de classe et non de la lutte populaire interclassiste), avec son programme (de la dictature monoclasse et non démocratique de libération nationale) et en fasse ainsi un tremplin pour la lutte anti-bourgeoise contre toute espèce d'exploitation, c'est-à-dire pour la révolution socialiste.

7. ANTI-SEGREGATIONNISME DEMOCRATIQUE ET ANTI-SEGREGATIONNISME PROLETAIRE.

Les communistes révolutionnaires travaillent et agissent dans la perspective du développement de la lutte de classe révolutionnaire. C'est dans cette perspective qu'ils revendiquent et qu'ils reprennent l'objectif de la destruction de l'apartheid.

En l'assumant, la lutte de classe moderne devra aussi se l'approprier, c'est-à-dire y imprimer sa marque prolétarienne et classiste indélébile, en contraste total avec l'anti-ségrégationnisme démocratique des capitalistes blancs "éclairés" et des couches moyennes noires. Ce qui signifie deux choses: avant tout conduire la lutte anti-ségrégationniste de la façon la plus radicale et la plus conséquente, en dehors de tout compromis et de toute conciliation avec le régime actuel, et donc sur le terrain de la réponse à la violence par la violence, à l'organisation par l'organisation, à la propagande par la propagande, à la solidarité entre capitalistes par la solidarité entre prolétaires;

- en second lieu, en dehors de tout frontisme avec les classes non prolétariennes et particulièrement avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie de couleur qui entendent bien lutter contre l'apartheid, mais à leur façon, pour le réformer, et en tout cas avec la volonté bien arrêtée de respecter et de faire respecter le capitalisme.

En raison de ce second aspect fondamental la tactique communiste en Afrique du Sud rejette toute réédition du schéma des "révolutions doubles" et ne sort pas du schéma de la révolution prolétarienne, donc d'une révolution unique, même si elle est confrontée à une double oppression, parce que celle-ci s'applique sur un terrain unique, celui du capitalisme moderne. Cependant l'entrée en lutte de la classe ouvrière derrière ses orientations et son programme de classe lui permettrait de prendre la tête de la lutte anti-apartheid et d'apparaître ainsi aux yeux des larges masses exploitées et opprimées comme la seule force d'opposition irréductible au système. La lutte anti-apartheid jouerait alors le rôle d'un levier permettant de mobiliser derrière la classe ouvrière et sous sa direction de vastes secteurs de la population de couleur.

Seule la lutte de classe la plus ample, la plus profonde, la plus décidée et la victoire révolutionnaire du prolétariat pourront briser la domination du capitalisme et donc mettre fin à toute forme d'oppression raciale, même remaniée, modernisée ou édulcorée.

Dans la mesure où la lutte de classe pourra se fixer résolument l'objectif de la destruction du ségrégationnisme, elle sera en mesure de donner une physionomie classiste aux luttes actuelles du prolétariat noir et, en même temps, de le préparer avec la polémique contre l'anti-ségrégationnisme démocratique et avec une pratique de lutte indépendante des autres classes, à la bataille future contre la bourgeoisie de toutes les couleurs.

La chute du régime raciste n'est pas une pré-condition pour la naissance et le développement de la lutte de classe moderne, dont les présupposés sur le terrain économique existent dès aujourd'hui, même si l'oppression raciale peut masquer aux yeux des masses prolétariennes et déshéritées que leur véritable ennemi est le capitalisme, et constituer ainsi un obstacle objectif au plein développement de cette lutte de classe.

La position qui voit dans la lutte "démocratique" contre le ségrégationnisme l'étape d'aujourd'hui qui sera suivie demain par la lutte classiste anti-bourgeoise est fautive; la lutte des classes est au contraire un terrain d'affrontements dans l'Afrique du Sud aujourd'hui.

Toutefois, ce n'est qu'en assumant aujourd'hui en plus de ses propres objectifs de classe, syndicaux ou politiques, celui de la destruction du régime ségrégationniste que la lutte de classe pourra dans le futur se développer à grande échelle.

Si la bataille antiraciste reste le monopole de la petite-bourgeoisie et de ses partis, elle ne pourra qu'être conduite sur le terrain de la conciliation sociale, de la démocratie et de l'interclassisme qui est le terrain sur lequel les énergies prolétariennes ont été, sont et seront toujours inévitablement dispersées et détruites. Tout développement ultérieur de la lutte classiste serait alors empêché pour une période qu'il n'est pas possible de prévoir.

8. REPUBLIQUE MULTI-RACIALE, REPUBLIQUE NOIRE OU DICTATURE DU PROLETAIRE ?

Assumer l'objectif de la lutte pour la destruction de l'apartheid ne signifie pas "relever de la boue" le drapeau démocratique abandonné par les couches moyennes noires capitulardes. Liée, surtout par l'intermédiaire de l'Eglise, à la perspective d'une république multi-raciale, la couche moyenne noire trahit en effet l'esprit de la lutte de la population de couleur pour l'affirmation de ses droits. Il est clair que la minorité blanche ne cédera jamais ses positions de pouvoir sans livrer bataille jusqu'au bout et il est tout aussi clair que la lutte anti-apartheid ou devra alors coïncider avec la lutte pour l'élimination des classes dominantes blanches ou ne sera rien de plus qu'un simple maquillage du vieux régime.

Cependant les communistes, tout en dénonçant le caractère capitulard du mot d'ordre et de la perspective de la petite-bourgeoisie et tout en soutenant clairement le droit des noirs sud-africains (de tous les noirs sud-africains) à "se séparer" de la domination blanche sous la forme qu'ils choisiront, même sous celle d'une république démocratique noire, sont bien loin de reprendre cette perspective à leur compte.

Si les communistes soutiennent le "droit" des noirs à se libérer du joug de la bourgeoisie blanche y compris sous la forme bourgeoise et démocratique, ils ne recommandent pas cette solution aux prolétaires sud-africains; les communistes proposent en effet ouvertement que la libération du joug de la bourgeoisie blanche se fasse sous la forme de la dictature du prolétariat. Cette proposition condense en elle-même la libération d'un double joug et donc dépasse le mot d'ordre démocratique de république noire, tout en restant sur le terrain des contradictions réelles qui ne sont pas toutes exclusivement raciales.

Entre le terrain de la bataille de classe quotidienne, sur laquelle les communistes invitent les prolétaires sud-africains à se battre non seulement pour un meilleur salaire et des conditions de vie moins bestiales, mais aussi contre toute forme de discrimination raciale de façon indépendante du populisme interclassiste et du stérile frontisme démocratique, et le terrain de la lutte révolutionnaire qui détruit le joug capitaliste et en finit donc avec tout reste d'oppression raciale, il n'existe pas de degrés intermédiaires dans lesquels la lutte pour une république noire puisse revêtir une signification positive.

De ce point de vue, les communistes révolutionnaires rejettent la perspective de la révolution nationale défendue par le P.C. sud-africain dans laquelle sont unies dans un seul Front toutes les couches sociales; ils réaffirment la perspective de la révolution prolétarienne dans laquelle le prolétariat entraînera, grâce à sa détermination classiste, les couches pauvres et indécises de la population.

La guérilla quotidienne contre le despotisme raciste doit être en fait conçue comme partie intégrante de la lutte de classe anti-bourgeoise; et cette dernière doit déboucher sur la dictature révolutionnaire qui, sur le chemin de la libération des classes opprimées va bien au delà des limites de ce qui ne pourrait rester pour le prolétariat qu'une galère même noire et démocratique.

9. PROLETAIRE BLANC ET PROLETAIRE DE COULEUR.

La seule classe capable de faire avancer la roue de l'histoire en Afrique du Sud est la classe ouvrière noire.

L'avant-garde révolutionnaire ne pourra en effet être constituée par l'aristocratie ouvrière blanche qu'un réseau de privilèges et de garanties lie au capital et en fait un véhicule actif de l'oppression raciale.

Au contraire, le prolétariat noir précisément en raison de ses conditions matérielles d'existence, en raison du poids de l'exploitation dont il est victime, est conduit à exprimer une hostilité ouverte envers le capitalisme et ses institutions, et à agir en opposition aux exigences de l'économie nationale et de la défense de l'ordre établi.

Dès sa constitution le prolétariat blanc s'est levé en bloc contre les prolétaires noirs; ses privilèges exorbitants se fondent en réalité sur l'exploitation intensive de la force de travail noire. De 1922, année de la "révolution du rand", où les ouvriers blancs s'opposèrent violemment à l'ouverture des emplois non-qualifiés aux "non-blancs", jusqu'aux déclarations actuelles des bonzes selon lesquels "le blanc n'est pas encore prêt à accepter le noir comme son égal dans le monde du travail", un fil contre-révolutionnaire traverse l'histoire de la classe ouvrière sud-africaine blanche.

Il faut donc repousser la méthode de ceux qui appellent de façon abstraite à l'unité entre prolétaires blancs et noirs et qui en font la condition pour qu'on puisse parler de lutte de classe en Afrique du Sud. Cela reviendrait à repousser sine die la bataille de classe.

Tant que la pression des déterminations matérielles ne brise pas les mille fils qui lient le prolétariat blanc au sort de la bourgeoisie dominante, celui-ci doit être considéré comme un ennemi non seulement du prolétariat noir, mais de la lutte de classe elle-même dans toute la région. L'appartenance au camp prolétarien n'est pas un fait donné en soi, mesurable par la statistique bourgeoise, mais est une position à conquérir sur le terrain de la lutte anti-bourgeoise et anti-capitaliste et donc, dans le cas des ouvriers blancs sud-africains, avant tout sur le terrain de l'appui sans conditions à la lutte des masses de couleur écrasées par le capitalisme blanc.

Si la situation économique, sociale et politique privilégiée des ouvriers blancs ne se modifie pas, ce qui est inconcevable sans secousses qui ébranlent le Front ségrégationniste blanc, ceux-ci, aujourd'hui soutien au régime de Prétoria, seront demain des ennemis du processus révolutionnaire qui avancera sans et contre eux.

10. SOLIDARITE PROLETAIRE DANS LES PAYS IMPERIALISTES BLANCS

Le régime de Prétoria trouve dans les pays impérialistes (qu'ils soient "totalitaires" ou "démocratiques") un point d'appui essentiel du point de vue économique et politique. C'est pourquoi la solidarité qui est demandée au mouvement ouvrier et révolutionnaire des citadelles impérialistes doit s'exprimer avant tout par le soutien **inconditionnel** à la lutte des masses noires sud-africaines qui sont aussi opprimées, de façon indirecte par nos propres bourgeoisies ultra "civilisées".

Il faut démasquer et dénoncer l'écœurante hypocrisie des capitalistes "civilisés" de Rome et de Paris, de Londres et de Washington, de Moscou et de Bonn, qui se disent respectueux des Droits de l'Homme lorsqu'il s'agit d'élever des protestations formelles et platoniques contre les infamies qui se déroulent **là-bas** afin de mieux couvrir celles qui se passent **ici**.

Il est également indispensable de dénoncer et de combattre les organisations réformistes qui portent la responsabilité historique de l'isolement des travailleurs et des masses exploitées des pays "périphériques" et qui oeuvrent aujourd'hui encore à cet isolement en paralysant le prolétariat des métropoles, en l'infestant de chauvinisme et en liant son sort à celui de son propre impérialisme, au moment même où elles font mine d'organiser un semblant de soutien aux luttes en Afrique du Sud.

La solidarité avec les prolétaires sud-africains, comme avec tous les prolétaires des pays à la périphérie du capitalisme, signifie en règle générale se placer sur le terrain de la reprise de la lutte de classe chez soi, de façon à **attaquer les forces de l'ennemi de classe au coeur même de sa forteresse** avec le résultat objectif non seulement de s'opposer à la pression que les bourgeoisies impérialistes font peser sur leurs propres prolétaires, mais surtout d'affaiblir l'appareil international sur lequel s'appuie le régime blanc sud-africain.

La lutte de classe dans les citadelles impérialistes doit renaitre à tous les niveaux et donc aussi sur le terrain de l'action contre le racisme plus ou moins masqué et contre les formes édulcorées d'apartheid qui existent au coeur de l'Europe vis-à-vis des travailleurs immigrés et de couleur.

La lutte de classe prolétarienne dans les métropoles impérialistes constituerait, en plus d'une attaque contre les énergies de l'adversaire de classe direct, la bourgeoisie des métropoles, un encouragement pour les masses prolétariennes et déshéritées noires à poursuivre avec la plus grande détermination leur lutte qui ne peut déboucher sur un résultat positif et durable que si elle accepte le terrain sur lequel la mène la bourgeoisie blanche sud-africaine,

c'est-à-dire le terrain de la violence, de la lutte armée et de l'insurrection.

La lutte que les prolétaires noirs sud-africains mènent depuis des années, sur le terrain de la défense de leurs conditions de travail comme sur le terrain de la défense de leur propre vie et qui, depuis Soweto et Sharpeville s'est généralisée à tout le pays est une contribution dans le sang à la reprise de la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste et elle aurait du recevoir une réponse bien plus déterminée de la part du prolétariat blanc des pays impérialistes. Le terrible isolement dans lequel la bourgeoisie sud-africaine et la bourgeoisie du monde entier tiennent les luttes du prolétariat noir ne peut être dépassé que par le fil rouge de la lutte de classe auquel peuvent adhérer les détachements prolétariens de tous les pays.

Cette lutte des prolétaires noirs d'Afrique du Sud peut être un facteur de la reprise de la lutte de classe internationale et de l'apparition d'avant-gardes révolutionnaires tant localement qu'au niveau international.

Aujourd'hui le prolétariat des métropoles est encore paralysé par le poids suffocant du réformisme et du démocratisme et il a du mal à défendre ses propres intérêts immédiats. Il est donc irréaliste de croire qu'il puisse se mobiliser à grande échelle dès aujourd'hui pour la défense de ses frères de classe qui tentent à l'autre bout de la planète de s'émanciper de l'oppression raciale et de lutter contre la surexploitation salariée à laquelle ils sont condamnés.

Mais la voie de la reprise de classe est la seule qui pourra faire renaître la solidarité ouvrière internationale; c'est pourquoi dès aujourd'hui nous indiquons aux prolétaires de notre pays l'exemple des dockers américains qui ont bloqué les marchandises en arrivée et en partance pour l'Afrique du Sud comme un des exemples à suivre. Même si dans la situation actuelle il est difficile de réaliser des actions pour faire parvenir des aides matérielles de tout genre aux prolétaires sud-africains, tant en raison de l'absence ici d'organismes prolétariens indépendants qui puissent garantir que ces aides soient utilisées pour et non contre la lutte, qu'en raison de l'absence, à notre connaissance, de tels organismes **là-bas** qui puissent recevoir cette aide et l'utiliser pour renforcer la lutte prolétarienne de classe, cette perspective doit cependant être poursuivie par les communistes et les prolétaires conscients des pays impérialistes et les pas pratiques réalisés pour aboutir à des actions et des organismes de classe indépendants du réformisme collaborationniste et du démocratisme.

Il serait enfin illusoire de croire que la solidarité prolétarienne s'appuie exclusivement sur la spontanéité des luttes et des mouvements ouvriers, à plus forte raison devant la persistance de l'influence du collaborationnisme au sein de la classe ouvrière des pays impérialistes. De la même façon que la lutte de classe, et donc avec ses méthodes, ses moyens, ses objectifs et ses organisations, la solidarité réelle et pratique envers les détachements prolétariens qui se battent aux quatre coins du globe a besoin de l'action consciente, tenace et permanente des communistes sur les deux terrains fondamentaux de la lutte classiste: le terrain de la formation et du renforcement du parti communiste révolutionnaire, instrument décisif de la lutte révolutionnaire pour la destruction du capitalisme; et le terrain de la réorganisation classiste du prolétariat.

Comme l'objectif principal de la lutte de classe est la **fusion du mouvement ouvrier et du communisme révolutionnaire**, c'est-à-dire la rencontre et l'union entre la spontanéité du mouvement prolétarien et la conscience des buts historiques de la classe salariée moderne représentée par le parti révolutionnaire, les communistes consacrent le maximum d'énergie à la formation et au renforcement du parti de classe.

Dans leur préparation et dans leur activité les communistes donnent une grande importance à tous les aspects de la lutte sociale qui tendent à se développer en direction de la lutte anti-capitaliste et anti-bourgeoise, et l'un de ces aspects est la solidarité de classe entre les prolétaires des différents secteurs et des différents pays, même les plus éloignés. ●

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus Versements: Timbres-poste, mandats ou chèques à l'ordre de Dessus. Abonnements au PROLETAIRE: 50 FF 200FB 25 FS 12000L Abonnements de soutien: 100FF 400FB 40FS 25000L PROGRAMME COMMUNISTE: (4 No) 80FF 480FB 24FS 20 000L soutien: 160FF 1000FB 50FS 40 000L Abonnements à IL COMUNISTA: 60FF 240FB 30FS 12000L soutien: 125 FF 500FB 60FS 30 000L Imprimé par nos soins

1) En juillet dernier l'exédent commercial de l'Afrique du Sud avait fortement progressé (52 % de plus sur un an). Sur les 7 premiers mois de l'année les exportations s'étaient montées à 24,2 milliards de Rands (11,7 milliards de dollars en hausse de 3 %, les importations à 15,9 milliards de Rands (7,7 milliards de dollars) en hausse de 1% En 1985, les produits manufacturés composaient 43% des exportations (57% les matières premières, les produits de l'agriculture) contre 33% 20 ans avant.

Correspondance

Quelle solidarité ?

A la fin de l'été le groupe "SOCIALISME INTERNATIONAL" (Belgique) nous a contacté pour que nous participions à une campagne de solidarité en faveur de Moses MAYEKISO, dirigeant du syndicat des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA) et de 4 de ses camarades détenus comme lui depuis juin 86, soumis à de mauvais traitements (brutalités, isolement complet, lumière 24 heures sur 24, etc...). Mayekiso est accusé de "haute trahison, de subversion, et de sédition", ce qui sous le régime de Prétoria est passible de la peine de mort, pour avoir participé à des manifestations organisées pour protester contre les attaques de la police lors des enterrements de militants noirs.

Nous partageons tout à fait l'appel de "SOCIALISME INTERNATIONAL" en faveur de la libération immédiate et sans condition de Mayekiso et de ses camarades; nous pensons cependant que cette exigence doit s'appliquer à tous les militants qui croupissent dans les geôles de l'apartheid, à toutes les victimes du régime ségrégationniste, quelles que soient leurs positions politiques, et même s'ils n'occupent pas de postes élevés dans les syndicats, ce qui est évidemment un handicap pour mobiliser ce que "SOCIALISME INTERNATIONAL" appelle "le mouvement syndical international".

Il ne nous est donc pas possible de participer à une campagne qui choisit ses victimes en fonction de critères déterminés par l'objectif de s'adresser au collaborationnisme syndical, et qui en outre est l'occasion d'une alliance avec les partis social-impérialistes, responsables directs de l'isolement des prolétaires noirs d'Afrique du Sud ! Voici notre réponse à "SOCIALISME INTERNATIONAL":

...nous avons bien reçu votre circulaire du 6/9 à propos de la campagne de solidarité avec Moses MAYEKISO, secrétaire général du Syndicat des Métallurgistes d'Afrique du Sud.

Il est tout à fait important de développer parmi le prolétariat européen des campagnes de solidarité concrète avec les prolétaires noirs sud-africains en lutte contre l'apartheid et pour leurs intérêts immédiats et à long terme.

Dans ce sens, nous aimerions recevoir le maximum d'informations sur l'action de Moses MAYEKISO et de ses camarades, sur les causes et les modalités de leur arrestation, les accusations que fait peser sur eux le régime de Prétoria, etc.; ceci afin de pouvoir au moins en parler dans notre presse, à défaut de pouvoir nous prononcer sur la question de savoir s'il est possible d'en faire un "symbole de la lutte anti-apartheid".

Il existe en effet déjà plusieurs "symboles de la lutte anti-apartheid": Mandela, Desmond Tutu, pour ne parler que des plus connus internationalement. Chacun de ces "symboles" est en fait le symbole d'un type d'opposition à l'apartheid, d'une orientation dans cette lutte: l'ANC et sa stratégie néostalinienne du bloc des classes pour Mandela, le réformisme anti-ouvrier et pro-impérialiste pour Tutu.

Quel type de symbole voulez-vous faire de MAYEKISO et de ses camarades à travers votre campagne? Nous ne le savons pas précisément. Mais le peu que vous dites dans votre lettre est suffisant pour conclure qu'il n'est pas possible à des communistes authentiques de participer à votre campagne.

Vous joignez à votre lettre une feuille de pétition. Les pétitions en elles-mêmes, vous ne l'ignorez pas, n'ont aucune efficacité; elles peuvent cependant être un moyen comme un autre de

faire connaître un thème ou une revendication et constituer le premier pas dans une mobilisation. Cependant, elles sont aussi le moyen préféré et quasi exclusif des campagnes d'opinion que mènent périodiquement les petit-bourgeois démocrates et humanistes pour un monde meilleur, quand il ne s'agit pas tout bonnement d'alibis du système capitaliste et de ses défenseurs.

Et malheureusement, il semble bien que c'est dans une campagne de ce type que vous êtes engagés.

Vous nous dites en effet que la campagne "Friends of M.MAYEKISO" (Amis de M.MAYEKISO) se déroule "à l'initiative de différents groupes progressistes (SWP, Parti Travailleuse, PC, etc.)."

Que sont ces "groupes progressistes" avec lesquels vos camarades du SWP ont lancé cette action ?

Le Parti Travailleuse, dont la base est la bureaucratie social-impérialiste des syndicats britanniques, a été pendant de nombreuses années à la tête de l'Etat impérialiste et il le sera de nouveau à l'avenir. A ce titre il porte une responsabilité directe dans l'exploitation par cet impérialisme des masses africaines en général, et des masses d'Afrique du Sud en particulier (puisque le capitalisme britannique est profondément implanté en République Sud-Africaine). D'autre part le Parti Travailleuse est le principal pilier de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière britannique, "l'aile gauche de la bourgeoisie", pour reprendre les termes de la troisième internationale. Il est le responsable de la paralysie de la classe ouvrière qu'il enchaîne aux intérêts de l'économie nationale, c'est-à-dire de l'impérialisme; il est responsable du fait que le prolétariat britannique, en renonçant à la lutte de classe a du même coup abandonné à leur sort les prolétaires et les masses exploitées des pays dominés par "son" propre impérialisme, les rejetant sous la coupe du nationalisme bourgeois.

Le P.C. britannique, héritier comme tous les autres de la contre-révolution stalinienne, est peut-être le P.C. qui s'est le plus éloigné de Moscou et de l'influence du capitalisme russe. Mais

ce faisant, il ne s'est pas rapproché du véritable communisme révolutionnaire, il s'est simplement adapté aux bureaucraties syndicales et à la petite-bourgeoisie du Royaume Uni, c'est-à-dire en définitive aux pressions de la bourgeoisie britannique.

Quand le Parti Travailleuse, le P.C., ces "organisations progressistes" avec lesquelles vous travaillez, s'occupent de l'Afrique du Sud et de la lutte anti-apartheid, c'est avec l'objectif d'aider à une réforme démocratique du système de façon à éviter qu'une explosion sociale ne mette en péril, au-delà de l'apartheid, le capitalisme sud-africain. Contre-révolutionnaires au Royaume-Uni, vos amis "progressistes" le sont et le seront en Afrique du Sud. Loin d'être les "amis" du prolétariat noir, ils en sont en fait les ennemis.

Vous comprendrez donc pourquoi il ne nous est pas possible de participer à une campagne avec ces organisations. La solidarité dont ont besoin les masses et les prolétaires sud-africains est la solidarité de classe des prolétaires des métropoles impérialistes. Travailler à cette solidarité-là, c'est travailler à préparer le retour du prolétariat à la lutte de classe, travailler à la rupture de la funeste unité nationale dont les soi-disant progressistes sont les agents.

Il n'est pas possible d'avancer vers une solidarité internationaliste effective en union avec le social-impérialisme, mais seulement en opposition ouverte avec lui. Cela n'empêche pas de chercher à entraîner des éléments influencés par celui-ci, à condition que ce soit sur une orientation de classe, en rupture avec ces organisations et leur orientation, et non dans un Front avec elles. Avec ce genre de Front en effet, et quelles que soient vos intentions, vous renforcez inévitablement l'influence du collaborationnisme en croyant développer la votre, vous gênez la réorganisation classiste du prolétariat et vous retardez l'apparition d'une véritable solidarité de classe avec le prolétariat sud-africain.

Moyen-Orient: La Conférence Internationale est un leurre

Depuis l'invasion du Liban en 82, le départ de l'OLP de Beyrouth et les massacres permanents des masses palestiniennes, par les mains des sionistes, des Etats arabes et de leurs alliés respectifs (Chiites pour la Syrie, Chrétiens pour Israël), les plans de paix des rapaces succèdent aux plans de paix des requins au Moyen-Orient. Les masses palestiniennes sont exsangues et leurs représentants politiques regroupés dans l'OLP font leurs dernières concessions aux Etats arabes, au sionisme et à l'impérialisme. Voilà donc le moment opportun pour l'ordre impérialiste de stabiliser, ou tenter de stabiliser, les nouveaux rapports de force plus ou moins définis qui se sont établis dans la région. Mais leur stabilité ne peut être établie qu'à condition de mettre un terme définitif à la lutte des masses palestiniennes.

Dans les territoires occupés de Cis-jordanie et de Gaza, il ne se passe pas un jour sans que les masses palestiniennes ne se heurtent de front aux forces sionistes, il ne se passe pas un jour non plus sans que s'exercent les représailles israéliennes contre cette lutte permanente de défense. La tension monte dangereusement pour le maintien de l'ordre sioniste. L'assassinat d'une jeune femme à Ramallah, les provocations des ultra sionistes sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, les accrochages entre militants du Djihad et militaires israéliens à Gaza, les grèves et les manifestations qui se succèdent, suscitent les réactions les plus brutales de l'armée. Mais leur ampleur et le risque que s'organise une véritable résistance armée devient une préoccupation majeure non seulement pour Israël, mais aussi pour les Etats arabes qui voient d'un mauvais oeil le développement d'un nouveau foyer de troubles et de désordres.

La Jordanie et l'Egypte, toutes deux directement concernées, ne se sont pas pour rien les plus pressées à trouver une solution politique à la question palestinienne, qui, tout en laissant les masses palestiniennes sous leur tutelle, les engagerait dans un processus de pacification sociale et de désarmement militaire.

L'intégrisme islamiste, qui draine par ses perspectives radicales l'énergie militante de nombre de jeunes palestiniens est ressenti désormais par la bourgeoisie et le sionisme comme un des facteurs principaux d'instabilité. Aram Mitza, général israélien dans les territoires occupés, a déclaré que "le réveil religieux dans les territoires est très menaçant; c'est un phénomène qui doit nous préoccuper à l'avenir, qui a commencé à Gaza et qui prend aujourd'hui de l'ampleur et va vraisemblablement continuer à s'intensifier."

Mais si la Djihad accroît son influence, c'est parce qu'existe le terrain

favorable à l'organisation des masses palestiniennes, c'est-à-dire qu'existe et que monte la volonté de lutte et de résistance contre les oppresseurs. La Conférence des Etats arabes à Amman n'a d'ailleurs pas fait autre chose que de ressouder les rangs de la bourgeoisie arabe face aux risques d'explosions sociales et prolétariennes. Devant ces risques, la bourgeoisie arabe tend à trouver des solutions pour désamorcer les bombes, appuyées dans cette tâche par l'impérialisme.

Car pour l'impérialisme aussi, la montée des conflits locaux, qu'ils soient sociaux ou militaires, rend plus urgent que jamais d'éteindre ou d'étouffer l'incendie permanent qu'a fait naître la présence de l'Etat sioniste d'Israël. L'aggravation du conflit Iran-Irak, ses répercussions sur l'approvisionnement en pétrole des grandes nations occidentales et les risques de déséquilibre des zones encore épargnées par la tempête (risque notamment d'extension du conflit militaire aux autres pays du golfe), poussent d'autant plus l'impérialisme à accélérer le processus cynique de paix sur le versant méditerranéen.

La "paix" que veulent l'impérialisme, le sionisme et les bourgeoisies arabes, c'est celle qui assurera leur ordre réactionnaire, celle qui mettra donc à genoux définitivement tous les "fauteurs de trouble", à commencer par les masses palestiniennes.

La "paix" ne sera donc jamais la paix pour celles-ci, ni pour les prolétaires et les masses laborieuses arabes. La "paix" sera au contraire le prélude à de nouvelles offensives de chaque Etat contre eux, en déplaçant le centre de gravité de son action. La paix signée par l'Egypte avec Israël a été utile pour défendre l'ordre bourgeois pas seulement en mettant fin à une guerre locale, mais parce que l'Etat Egyptien a

pu aussi concentrer toutes ses forces pour faire payer aux prolétaires le prix de la crise qui frappe ce pays.

Toutes les variantes des plans de paix proposés par les diverses fractions bourgeoises arabes, sionistes ou impérialistes - plan Fahd, plan Reagan (1), accord d'Amman en 85 entre l'OLP et la Jordanie (2), ou le projet Pères d'une négociation avec la Jordanie dans le cadre d'un "Forum international" - toutes sans exception entérinent le rôle de gendarme de l'Etat sioniste et la soumission complète des masses palestiniennes à la construction d'un mini-Etat en Cisjordanie et à Gaza. La seule question qui se pose est de trouver le terrain d'entente entre tous les rapaces de la région sur la forme constitutionnelle de cet Etat-croupion. Sera-t-il indépendant, comme ne le souhaitent que quelques fractions de l'OLP (FPLP, FOLP, PCP), intégré dans le cadre d'une confédération jordano-palestinienne (accord d'Amman) ou sera-t-il mis sous la tutelle d'un condominium israélo-jordanien ?

Son territoire sera-t-il amputé d'une tranche (dont la vallée du Jourdain et Jérusalem), comme l'exige l'Etat sioniste pour constituer un "cordon de sécurité" ?

Voilà les tristes réalités que l'ordre bourgeois voudrait imposer aux masses palestiniennes. Tous sont en tout cas d'accord sur un point: ce nouvel Etat ne doit pas servir de base-arrière aux masses armées contre l'Etat sioniste; tous réclament ou acceptent le désarmement de l'Etat-croupion (surtout pas de batteries anti-aériennes !).

La mise en place d'une Conférence Internationale pour la paix au Moyen-Orient est aussi la perspective qui fait s'agiter tout l'impérialisme. Américains, européens et russes, tous cherchent à pousser leur pion, les russes étant les outsiders de ce jeu de manœuvre. Pères déclarait il y a deux ans à la chaîne de télé américaine NBC: "Si les soviétiques veulent participer à une telle conférence et ne pas venir juste pour tout gâcher, ils doivent alors reconnaître Israël ou rétablir des relations diplomatiques avec lui." Appel reçu, l'URSS renouera ses relations diplomatiques !

L'OLP est divisée en fractions rivales ? Qu'à cela ne tienne, l'URSS jouera les bons offices pour recoller les pots

cassés. La Syrie rechigne à cette idée d'une conférence internationale ? Les banquiers russes débarquent pour ré-éche-lonner sa dette ! L'URSS est donc ainsi devenue une pièce indispensable du puzzle moyen-oriental. Ses manœuvres d'approche du côté du Golfe persique confirment d'ailleurs le rôle qu'elle entend jouer. N'ayant aucun bastion à défendre, à part la Syrie, elle a les mains plus libres que les Etats-Unis pour courtiser tous les régimes en place; elle peut donc mieux que quiconque vendre ses armes à l'Iran, sans crainte de scandales à la mode de Washington, et proposer sa protection aux Emirats arabes contre le même Iran.

Tout le monde s'entend d'ailleurs pour pacifier rapidement la côte méditerranéenne quand le brasier s'allume en Mer d'Oman. Israël, farouche conquérant de territoires pour consolider sa stature de gendarme local et peu disposé à admettre la question palestinienne tant que les masses palestiniennes représentaient un danger réel, fait, une fois celles-ci désarmées, les premiers pas vers un règlement séparé avec la Jordanie. "Haaretz", quotidien israélien, faisait d'ailleurs état d'un plan secret entre Israël et la Jordanie pour placer la Cisjordanie sous tutelle commune. Pères proposera en 85 officiellement une négociation directe avec la Jordanie. Et si Israël ne veut pas de Conférence internationale comme celle que propose l'OLP, l'URSS ou l'Europe et lui préfère un "forum" informel servant de cadre à un accord bilatéral avec la Jordanie, c'est pour ne pas diminuer son rôle de clé de voûte de l'ordre impérialiste dans la région, pour ne pas admettre d'autres prétendants au rôle de gendarme comme la Syrie.

Quant aux américains, dont Israël est la carte maîtresse mais qui oeuvrent par ailleurs pour consolider leurs positions dans certains Etats arabes ou pour s'introduire dans d'autres, ils jouent les démarcheurs; en 85, notamment, Schultz essaye lors de son voyage en Israël, en Egypte et en Jordanie de faire reconnaître une représentation palestinienne dans le cadre de négociations sur la paix.

L'OLP danse avec allégresse dans ce ballet sinistre en cherchant à se faire reconnaître comme interlocuteur valable par les Etats-Unis et faisant des cour-

bettes à tous les Etats bourgeois, même à ceux qui ont le plus durement frappé les masses et les combattants palestiniens. Pour se faire reconnaître par l'ONU et tous ses brigands, l'OLP avait définitivement bradé la reconquête de la Palestine et adopté la solution du mini-Etat; pour se faire reconnaître d'Israël, elle reconnaît publiquement l'Etat sioniste et elle s'associe aux résolutions 242 et 338, même si la Jordanie ne trouve pas cette reconnaissance assez ouverte pour s'engager dans une négociation avec Israël. Demain, pour s'assurer la reconnaissance internationale et ne pas indisposer ses grands voisins, elle désarmera les masses de Cisjordanie. Que l'OLP s'engage sur le désarmement du mini-Etat et le sionisme fera alors un pas dans sa direction!

Les masses palestiniennes du Liban, les seules organisées militairement, n'ont pas eu besoin d'une Conférence internationale pour que sionisme, Etats arabes et impérialisme leur fasse plier le genou. Leur mise au pas a été obtenue par la politique des canons et non par la politique diplomatique. Il ne pouvait en être autrement, et dans toute cette phase d'affrontements militaires, aucune Conférence n'était envisageable. Ce n'est que parce que les palestiniens sont au Liban réduits à l'impuissance et encerclés par l'armée syrienne et les différentes milices qu'une Conférence devient possible.

Car, après avoir maté les palestiniens en dehors de ses frontières, Israël se retrouve avec le problème toujours non résolu des palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. D'extérieure, la question palestinienne devient interne à l'Etat sioniste. Israël est fondé sur le privilège juif et le travail juif; il lui est donc difficile d'assimiler une population, rapidement croissante, de citoyens de deuxième zone. En Israël même, il y a déjà plus d'un demi-million de palestiniens, prolétaires à 75 %; le flux quotidien des travailleurs palestiniens venant des territoires occupés (Gaza et Cisjordanie) dépasse largement les 100 000 et des centaines de milliers sont liés à l'économie israélienne.

Dans les territoires occupés les affrontements avec les colons succèdent aux manifestations et à l'agitation sociale, sans que cette effervescence puisse être atténuée par les maires-pantins mis en place conjointement par Israël et la Jordanie. Cette agitation ne pourra à l'avenir que s'étendre et se renforcer tant que dureront les conditions de vie bestiales de ces populations. Le capital sioniste a de plus en plus besoin de cette main d'oeuvre surexploitée, qu'il

lui serait donc difficile d'expulser en masse. L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza est une bombe à retardement, aujourd'hui amorcée. C'est la raison objective qui contraint Israël aussi à réfléchir à des solutions politiques et plus seulement militaires pour désarmer cette bombe et donc à utiliser la voie diplomatique.

Quelle meilleure garantie l'impérialisme peut-il avoir que la bourgeoisie palestinienne fasse le ménage chez elle, sinon en lui donnant l'os à ronger qu'elle demande et qu'elle ait ainsi quelque chose à perdre? Cette Conférence est une sinistre farce pour rétablir l'ordre non seulement contre les masses palestiniennes, mais contre tout le prolétariat et les masses laborieuses de la région. Quelque soit son aboutissement, au cas où elle se mettrait sur pied elle n'aurait comme résultat que d'aggraver les pressions exercées conjointement par l'impérialisme, les Etats arabes et le sionisme sur les masses. Et, en libérant l'impérialisme d'un boulet, elle lui permettrait d'accroître sa pression du côté du Golfe.

Le prolétariat des métropoles impérialistes ne doit pas être indifférent au sort de ses frères de classe du Moyen-Orient. La solidarité internationale est une exigence fondamentale de la lutte prolétarienne. En l'absence d'une lutte de classe capable de prendre réellement en charge la solidarité active, il est indispensable que les prolétaires les plus conscients ne cessent de dénoncer les actes de leur impérialisme rapace. Nous dénonçons en premier lieu l'impérialisme français qui profite d'une occasion de plus de défendre ses intérêts dans la région, qui, lorsqu'il utilise le mot magique de paix ne songe qu'à museler les exploités et les prolétaires arabo-palestiniens, à sauvegarder son pétrole et préserver ses capitaux!

- A BAS L'ETAT SIONISTE
- NON A LA CONFERENCE DES RAPACES ET DES BOUCHERS!
- NON AU MINI-ETAT!
- SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES PROLETAIRES ET LES MASSES PALESTINIENNES!
novembre 1987

(1) Reagan déclarait à ce propos: "Les Etats-Unis sont fermement convaincus que la meilleure chance de parvenir à une paix stable, durable et juste est d'instaurer un auto-gouvernement des palestiniens de la rive occidentale du Jourdain, du secteur de Gaza, en association avec la Jordanie."
(2) voir "Le Prolétaire" No 392

Correspondance

GREVE AU LIBAN

Le 5 novembre une grève générale "illimitée" a été déclenchée au Liban, par-delà les divisions communautaires et confessionnelles qui divisent le pays, pour protester contre la dégradation accélérée des conditions de vie de la population. Cette grève suivait la grève des enseignants déclenchée le 20 octobre. Quels que soient les intentions des dirigeants de la grève, liés au PC Libanais, il est certain qu'elle répondait à un besoin presque désespéré des travailleurs et de la masse des déshérités de chercher une solution à leur situation. Le succès qu'elle a rencontré est à la mesure de ce besoin: elle a été suivie par des dizaines de milliers de personnes, dans tous les secteurs, et on a assisté à des défilés de milliers de participants. Cela démontre qu'il existe en puissance une issue à la guerre civile

Beirut, le 19/10/87

(...) ma situation économique est catastrophique! Mon salaire qui était équivalent à 3500 FF avant mon arrivée en France en 84-85, est égal maintenant à 200 FF. De plus il est capable de s'abaisser à cause de l'absence d'une solution politique et de ce qu'on appelle ici la Mafia du dollar.

Je t'ai déjà dit que nous sommes menacés en tant que peuple par une catastrophe économique, politique et sociale si on n'a pas une solution politique prochainement. Maintenant nous avons commencé à vivre cette catastrophe, car d'un jour à l'autre les prix des produits s'élèvent de façon incroyable avec la hausse du prix du dollar qui est devenu équivalent à 400 Livres Libanaises (il valait 40 LL il y a seulement un an). Tout cela a lieu à cause de l'absence d'un pouvoir centralisé, ce qui rend tous les services de l'Etat dominés par les brigades militaires des Confessions libanaises qui vivent maintenant de l'absorption du sang des classes exploitées. En résumé, nos salaires ne suffisent pas à nous nourrir de façon convenable!

Moi, par exemple, qui suis célibataire avec les 10 000 LL que je reçois comme salaire mensuel, je suis obligée de n'acheter un journal qu'une fois par semaine (son prix: 25 LL), de ne m'asseoir

confessionnelle: non celle d'une chimérique "réconciliation nationale" pour reconstituer un Etat national unitaire comme le voulaient les dirigeants du mouvement, mais celle de l'apparition de la lutte de classe révolutionnaire qui unifierait les exploités de toute confession contre leurs exploités, qui se fixerait l'objectif de balayer la guerre civile communautaire par la guerre civile révolutionnaire. Inutile de dire que ce n'était pas cette perspective qui animait la CGTL; aussi a-t-elle arrêté sa "grève illimitée" au bout de quelques jours, après des négociations secrètes et probablement des accords de couloir.

A titre de témoignage de la situation au Liban, voici un extrait d'une lettre que nous a fait parvenir un lecteur:

dans un café qu'une seule fois par mois, de n'acheter des fruits qu'une seule fois par semaine (100 LL le Kg au moins) de n'acheter qu'un seul Kg de viande par mois (1400 LL le Kg). Il est interdit de tomber malade, parce que les prix des médicaments sont incroyables. Il est interdit d'acheter des habits, des livres, etc, parce que ce sont des privilèges!

Alors, après tout cela, crois-moi que nous sommes menacés par la destruction totale comme pays et comme peuple.

Demain, le 20 octobre, c'est le début de la grève ouverte pour les instituteurs, le 5 novembre c'est le début de la grève totale illimitée dans tout le pays jusqu'à l'aboutissement à une solution de la crise économique qui nous écrase, nous pousse à revenir à l'état animal...

Malgré cela je n'ai pas beaucoup d'espoir d'une solution pour notre Etat, car les syndicats sont influencés par les brigades confessionnelles qui bénéficient, chacune d'elles, de chaque grève contre la hausse des prix, pour reporter la responsabilité de la crise économique et sociale sur l'autre.

Le pire, c'est que le mouvement des classes populaires a dépassé ces syndicats sans avoir une direction capable de le conduire à se débarrasser de ses ennemis et construire son propre pouvoir.

Cours catastrophique du capitalisme mondial

(Suite de la page 1)

subit une accélération absolue hors de portée dans le marché des marchandises, dont la transformation en argent par la vente prend toujours plus de temps que la circulation de main de main de l'argent lui-même, quelle que soit la forme sous laquelle cette circulation a lieu (actions, titres, billets, etc).

Il y a un résultat catastrophique, une "grande dépression", quand une crise économique de production (qui à l'époque impérialiste, est toujours une crise de surproduction) se conjugue à la crise financière de la Bourse; c'est-à-dire quand le marché des actions ne correspond plus au développement économique productif réel et à son exigence pressante de transformer le capital "moyens de production" (moyens de travail et moyens de subsistance comme précise Marx) en capital-argent, en profit, c'est-à-dire de le valoriser.

La divergence entre "économie réelle" et "économie financière" s'élargit alors et tend à se transformer en fracture. Dans cette situation les intérêts de la classe capitaliste exigent l'intervention centrale de l'Etat, seul organe capable de mobiliser tout le pays en vue d'un ré-équilibre économique et financier à l'intérieur, qui peut d'ailleurs être un élément de déséquilibre économique et financier à l'extérieur.

En 1929 aux U.S.A. il y eût la concomitance des deux phénomènes: les déséquilibres entre les diverses parties de l'économie provoqués par la surproduction de marchandises et l'impossibilité de leur trouver un débouché sur le marché mondial, ne purent plus être atténués et contenus par la chaîne des crédits, des accords commerciaux, des moratoires et des endettements. Cette véritable armature financière céda alors sous la pression des contradictions des capitaux-marchandises et des capitaux-valeurs qui n'arrivaient

plus à se valoriser. L'écroulement était inévitable; il s'étendit ensuite à l'Angleterre, l'Allemagne et à toute l'Europe.

Il fallût encore 10 ans pour que les divers Etats impérialistes soient prêts à se faire la guerre pour "sortir de la crise" et pour remettre en jeu les parts de marché, saturées de marchandises. Au cours de cette décennie chaque capitalisme national, comme chaque capitaliste individuel, fit tout son possible, à travers une concurrence acharnée, pour faire retomber sur les autres capitalistes et les autres pays le poids de la crise. Le besoin extrême d'exporter plus qu'on importe, la faim de crédits et de liquidités pour les opérations commerciales et financières, la protection de ses marchés et de ses canaux financiers la défense de son réseau d'intérêts étaient alors devenus pour les pays capitalistes comme pour les capitalistes individuels une question de vie ou de mort. L'agressivité de tous contre tous rendait la situation générale de plus en plus instable, de plus en plus précaire, jusqu'au point où les accords, les alliances et les traités antérieurs qui définissaient le cadre accepté par tous d'une concurrence cédèrent la place aux accords et aux alliances de guerre.

Marx expose ce phénomène, lorsqu'il traite de la baisse tendancielle du taux de profit:

"Tant que tout va bien (...) la concurrence agit comme la fraternité pratique de la classe des capitalistes qui se répartissent donc le butin commun en proportion du risque assumé par chacun. Mais dès qu'il ne s'agit plus de partager le profit, mais les pertes, chacun cherche à réduire le plus possible sa part et à la reporter sur le dos des autres. Pour la classe dans son ensemble la perte est inévitable. Mais quelle part de celle-ci chaque individu devra supporter, et dans quelle mesure il devra y prendre part, devient alors une

question de force et d'astuce, et la concurrence se transforme en lutte entre frères ennemis. L'anti-thèse entre l'intérêt de chaque capitaliste individuel et celle de la classe dans son ensemble se fait alors valoir, de même qu'au paravant l'identité de ces intérêts s'affirmait en pratique par la concurrence" (2).

Ce conflit se déroule à tous les niveaux et dans toutes les parties du système économique capitaliste, sur le plan de la dévalorisation des marchandises comme sur celui de la dévaluation de la monnaie. Marx explique comment il se résoud:

"L'équilibre se rétablirait en mettant en sommeil dans une mesure plus ou moins grande, voire en détruisant du capital. cela s'étendrait en partie à la substance matérielle du capital; par exemple une partie des moyens de production, capital fixe et circulant, n'entrerait pas en fonction, n'agirait pas comme capital; une partie des entreprises productives cesserait son activité. Sans doute, de ce point de vue le temps attaque et détériore tous les moyens de production (excepté la terre), mais ici l'arrêt de fonctionnement provoquerait une destruction effective, beaucoup plus grave et plus étendue des moyens de production. L'effet principal (...) serait toutefois que ces moyens de production cesseraient de fonctionner en tant que tels. C'est-à-dire que ce serait l'abolition pour une durée plus ou moins longue de leur fonction de moyens de productions."

Il faut souligner le conditionnel employé par Marx: il ne signifie pas seulement qu'il s'agit d'une explication en général de ce qu'est contraint de faire le capitalisme lors des crises, il signifie aussi que ces solutions ne peuvent être définitives puisque

elles remettent périodiquement le capitalisme face à de nouvelles crises de plus en plus aiguës.

Le débouché inévitable et nécessaire aux crises capitalistes est la destruction de capital, que ce soit du capital sous forme de moyens de production, de marchandises ou autre. La lutte des frères ennemis, arrivée au point de rupture des contradictions conduit à la guerre, ou la destruction de capital est massive, rapide, généralisée, tout en amorçant un nouveau cycle productif (même limité aux objectifs de guerre), le capital ne connaît jamais de problèmes moraux sur les moyens de son auto-valorisation.

A la différence des crises capitalistes des périodes précédentes, que nous pourrions appeler pré-impérialistes, ou la destruction de capital comme sa reproduction n'avait pas un caractère massif, à l'époque impérialiste, de prédominance du capital financier, le besoin de destruction de capital croît quantitativement et qualitativement. L'importance du rapport et de l'interdépendance entre capital financier et capital industriel est tel qu'une crise grave met en péril toute l'économie nationale, et pas seulement une entreprise, une branche industrielle ou un groupe de banques.

C'est ce qui rend l'intervention de l'Etat dans l'économie toujours plus importante et toujours plus nécessaire. L'Etat bourgeois, "comité de défense des intérêts de toute la classe capitaliste", se présente sur le marché intérieur et international comme entreprise industrielle, comme entreprise commerciale, comme banque, comme institution financière. Il est donc inévitable que lors de crises graves se heurtent non seulement de grands groupes de capitalistes privés, mais aussi les Etats représentants les capitalismes nationaux.

(Suite en page 10)

Cours catastrophique

(Suite de la page 9)

Avec la force que lui donne la concentration du pouvoir et le drainage d'énormes masses d'argent par les taxes et les impôts divers, l'intervention étatique peut réussir à éviter pour un temps l'écroulement complet, la banqueroute générale. Elle l'a réussi en 1929, elle le réussit aujourd'hui. Mais, en 1929 comme aujourd'hui, cela n'est possible qu'en généralisant les conditions qui conduisent à une nouvelle crise catastrophique, à une nouvelle **grande dépression**, à une nouvelle **guerre mondiale**.

L'Etat garantit et assure l'extorsion croissante de plus-value pour répondre à la chute du taux de profit qui découle selon le marxisme de l'accroissement incessant de **capital fixe** (matières premières, outillage, machines, etc) par rapport au **capital variable**, c'est-à-dire les salaires; mais il devient aussi agent et bénéficiaire direct de cette extorsion à la puissance la plus élevée. Dans "l'Anti-Dühring", Engels, sans avoir connu 1929 ni 1987, expliquait déjà:

"L'Etat moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer des forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble."

Dans la mesure où la phase d'expansion économique laisse la place à une phase de récession, de crise latente, l'Etat-entrepreneur perd ses caractéristiques d'Etat-providence; ses ressources (et ses déficits budgétaires) servent davantage à pallier la surproduction en finançant la croissance, qu'à payer les amortisseurs sociaux. C'est alors son côté répressif qui passe au premier plan pour maintenir la paix sociale alors que s'accroît le despotisme social.

Mais même l'Etat le plus puissant, avec ses mesures d'austérité, de réduction des dépenses sociales, d'endettement, de recours au crédit, etc, ne pourra à la longue empêcher la course à la catastrophe.

Seule pourra le faire une orientation radicalement opposée aux intérêts capitalistes, suffisamment forte pour orienter les forces productives vivantes, **les prolétaires**, vers la **destruction du capital**, et en premier lieu le **renversement du pouvoir de la classe dominante**, prête pour accumuler du profit, à détruire sans compter des richesses matérielles et à immoler par millions des vies humaines.

LA VERITABLE BARRIERE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE, C'EST LE CAPITAL LUI-MEME

Tant que le prolétariat ne sera pas capable d'accomplir son rôle historique de **fossoyeur** de la société bourgeoise, celle-ci continuera à vivre selon les lois du capital, de crises en crises et sous le signe de l'exploitation effrénée du travail salarié.

Toute l'économie vit en fonction du capital et de ses rythmes déments de reproduction. Toute l'économie financière vit de l'accélération de sa valorisation et de sa reproduction; dans la course contre la chute du taux de profit elle est conduite d'un côté à soutenir l'hypertrophie du capital constant et de l'autre, par le système du crédit, à anticiper en l'hypothéquant, des quantités futures de travail social toujours plus gigantesques.

La très grande vitesse de circulation du capital sur le marché mondial grâce à l'électronique, requiert une très grande quantité de capital-valeur. Les "produits financiers", c'est-à-dire les formes ultra-diversifiées d'investissement de capitaux les plus modestes, répondent au besoin de recueillir et de concentrer des masses d'argent pour alimenter la chaudière sous pression de la locomotive financière. L'édifice des opérations financières domine aujourd'hui de façon écrasante l'économie industrielle

que son propre développement a conduit entre les mains de la finance. A la recherche perpétuelle du plus grand profit dans le minimum de temps, le capital ne peut cependant pas s'abstenir de la production puisque c'est là que réside l'extraction de plus-value. Mais la vitesse de circulation de capital sous forme **argent** est bien supérieure à celle qui peut être atteinte sous sa forme de **marchandises** à la recherche d'acheteurs.

Le développement du crédit est nécessaire pour assurer la **continuité de la production**, qui devrait sinon attendre que toutes les marchandises soient vendues avant d'entamer un nouveau cycle productif. Les marchés financiers, les Bourses, sont le résultat typique de l'évolution économique capitaliste. Par leur intermédiaire les grandes entreprises recueillent les capitaux qui leur sont nécessaires. Le système du crédit prolifère jusqu'à atteindre des proportions gigantesques; mais s'il accélère l'activité économique, et la croissance du marché mondial il tend aussi à accroître les contradictions inhérentes au système capitaliste et qui se traduisent par la **surproduction** de marchandises et de capitaux: lors des crises typiques de l'époque impérialiste, on a alors des marchandises qui ne peuvent plus être vendues "à leur juste prix" (qui ne permettent plus la valorisation du capital investi pour leur production) et des capitaux qui ne peuvent plus être investis de manière profitable.

La chute des indices boursiers et donc des actions et des titres n'est pas toujours le signal d'une crise économique; toujours symptôme important, elle devient un fait sérieux avec des conséquences sur la production quand elle est marquée par la conjugaison de facteurs économique-financiers, de politique financière et de confiance du marché. Lorsqu'il s'agit de crédit la confiance est fondamentale, car toutes les opérations se font sur la base de "garanties" qui ne se réaliseront que dans le futur: ce n'est pas un hasard si dans les périodes d'instabilité, ce sont les grandes banques, les grands groupes et l'Etat qui interviennent pour faire revenir le calme, pour combattre la panique, en freinant artificiellement la chute des valeurs et, pour ce qui est de l'Etat, en s'endettant davantage par l'émission de titres à revenu garanti.

La semaine noire d'octobre a été une semaine réellement critique pour l'économie mondiale. Elle a montré surtout l'affaiblissement du centre économique le plus puissant, les U.S.A. Ceux-ci ne sont plus capables de garantir aux pays capitalistes la force d'attraction, la puissance économique et financière, la solidité et la stabilité qu'ils avaient assuré depuis la fin de la guerre.

Il ne s'agit pas tant de la politique "Reaganienne", passée sous le nom de libéralisme, qui a provoqué la flamme des Bourses, puis leur krach. Ce sont les exigences objectives du système capitaliste et en particulier de la puissance impérialiste qui a financé au niveau international une longue période de surproduction et contribué ainsi à surmonter la crise de 74-75 et celle de 81 pour citer deux dates saillantes de la période des 12 dernières années, grâce à un déficit étatique et un endettement qui sont devenus les premiers du monde.

Le Japon et l'Allemagne se portent mieux, au sens où il leur est encore possible de financer de manière non négligeable la surproduction internationale et américaine.

Avant la crise de 74-75, l'évolution économique des pays industriels, et en particulier de ces 3 qui en sont les éléments-clés, n'était pas en phase: à une période de crise de l'un correspondait une phase d'expansion chez l'autre. En 74 au contraire toutes les économies se sont mises en phase et il y eût une crise simultanée, de portée historique, qui a signé la fin de la longue période d'expansion d'après-guerre. La nouvelle période n'a cependant pas vu une crise continue, débouchant sur un écroulement brutal du capitalisme.

Il s'agit au contraire d'une période où, si la courbe économique générale est en baisse, il y a encore suffisamment de marge de manoeuvre pour que les divers Etats capitalistes puissent "gérer" cette dégradation, à l'intérieur de laquelle d'ailleurs ne manquent pas des hauts et des bas.

Deux grands facteurs expliquent essentiellement cette marge de manoeuvre: d'abord l'absence d'un **mouvement prolétarien de classe** indépendant et organisé, en lutte contre la bourgeoisie; ensuite la coopération entre Etats capitalistes, possible et souhaitée par tous encore aujourd'hui.

L'absence de la lutte de classe laisse les mains libres à la bourgeoisie pour tenter de porter remède à ses problèmes sans craindre de graves troubles sociaux, sans avoir à se soucier d'une classe ouvrière résistante aux attaques contre ses conditions de vie et de travail. Il lui est donc possible de répondre à la baisse du taux de profit par une extorsion encore plus grande de plus-value, tout en cherchant son oxygène - le capital - dans le système du crédit

et en siphonnant l'argent des épargnants et des "petits porteurs".

Le fait que les économies des grands Etats industriels soient en phase entraîne la diffusion des crises à tous les pays; mais il implique aussi que la bonne marche d'un pays a un effet bénéfique pour les autres. Quand la locomotive américaine avançait à toute vapeur, les autres pays en profitaient, principalement par le biais des exportations de marchandises et de capitaux vers les U.S.A. Et quand la locomotive ralentit, le problème ne peut rester américain: il devient celui de tous les pays.

L'union fait la force; mais entre pays capitalistes il ne peut y avoir de véritable union, tout au plus des alliances. Cependant plus d'une fois la crainte de trop forts ébranlements a conduit les pays qui lui sont alliés à fournir aux U.S.A. leur aide, sans doute pas spontanément, ni à fonds perdus, mais leur aide tout de même. Il suffirait de citer les soutiens au dollar accordés par les Banques centrales, l'auto-limitation des exportations, etc. Depuis le krach boursier, les investisseurs japonais, au lieu de retirer leurs capitaux des U.S.A., ont permis de financer le déficit de l'administration américaine en lui achetant des "bons du Trésor", en lui prêtant donc de nouveaux capitaux.

Le réseau international du commerce, mais surtout de la finance est tellement serré qu'il contraint toutes les métropoles impérialistes à une politique de sauvetage réciproque sous peine de risquer de toute s'effondrer. Bien qu'il ne puisse pas disposer d'autant de possibilités de financement de la surproduction que dans les années soixante-dix en raison de l'affaiblissement de la première puissance mondiale, le système capitaliste international a encore de nombreuses

ressources, en termes d'une politique de déficits permanents et d'intervention étatique.

Mais quelles que soient les mesures que les Etats impérialistes réussissent à prendre, ils ne pourront échapper au fait que, bien qu'agissant **internationalement**, ils soient toujours des **capitalismes organisés nationalement**, qui défendent donc des intérêts inévitablement conduits à se heurter de façon de plus en plus aigüe.

La crise des Bourses mondiales rappelle à chaque capitalisme national quel est le tableau de marche: exporter plus, importer moins, austérité à l'intérieur, agressivité économique, financière, politique et diplomatique à l'extérieur; protection de ses marchés, incorporation des économies plus faibles dans sa zone d'influence, réarmement et développement du militarisme. Les heurts d'intérêt se feront toujours plus violents, jusqu'à ouvrir objectivement la période de la grande destruction des forces productives en surnombre, la période de la guerre généralisée.

Le krach des Bourses mondiales n'a pas été suivi en Occident par une panique du type 1929. Les queues interminables pour la nourriture se forment en Russie, en Pologne, en Roumanie et pas au Japon ou aux U.S.A. Les pays de l'Est ne participent pas à la ronde des places financières mondiales. Mais la finance mondiale utilise tous les canaux pour agir et recueillir du capital; elle passe par les entreprises mixtes, les institutions commerciales, les comités internationaux de développement, etc, par toutes sortes d'intermédiaires pour se lier à l'économie de tous les pays.

(Suite en page 11)

Crise ou révolution

Le Krach boursier international d'octobre dernier, vient brutalement rappeler aux prolétaires que le capitalisme est en pleine crise et que la soit-disant reprise d'il y a 4 ans ne reposait que sur du vide. Depuis près de 15 ans a pris fin le grand cycle d'accumulation capitaliste qui avait suivi la dernière guerre impérialiste mondiale. Durant cette période, le capitalisme a tenté de survivre par des expédients économiques, financiers, politiques et militaires (montée vertigineuse du commerce d'armes par exemple). Leur effet premier fut de lui donner momentanément une bouffée d'oxygène, mais l'effet second que l'on commence à découvrir fut de repousser à demain, dans une fuite en avant aveugle, ses contradictions les plus lourdes, accumulant ainsi des charges explosives pour l'avenir.

Cet oxygène, le capitalisme ne l'a trouvé qu'en asphyxiant les prolétaires, en les jetant à la rue, en installant dans leur vie l'insécurité permanente, mais aussi en renforçant sa pression impérialiste, financière et militaire, sur la classe ouvrière et les masses laborieuses des pays du Tiers-Monde. Son discours sur le plein emploi garanti par sa divine croissance a cédé le pas à la pratique de l'austérité et de la rigueur.

La crise capitaliste de surproduction n'a donc fait que s'aggraver et secoue toujours plus violemment le fragile équilibre économique et ordre impérialiste mondial. Les besoins de l'humanité sont toujours aussi immenses, mais le marché est devenu trop étroit, la guerre économique entre les blocs concurrents est donc devenue de plus en plus âpre, malgré les justifications lénaïfantes que professent les ténors de la bourgeoisie. Aux sourires crispés de Versailles sont venus se substituer brutalement les masques mortuaires de Wall Street et Cie.

Le temps est revenu pour la bourgeoisie de montrer du doigt les boucs émissaires pour resserrer les liens entre toutes les classes et rallier la classe ouvrière à la défense des intérêts nationaux. Européens, tous confondus, et Japonais crient à l'irresponsabilité de Reagan, tandis que celui-ci fustige l'ingratitude de ceux-là qui doivent pourtant ces dernières années leur salut à l'endettement et au déficit commercial américains. A les entendre, tous sont des anges, mais la réalité est que tous sont responsables sans exception d'un système qui ne génère que crises et guerres. **L'unique responsable est le capitalisme !**

L'inévitable krach financier nous annonce clairement qu'une troisième crise s'ouvre. Mais cette fois, elle survient dans un contexte où le capitalisme a largement usé de ses amortisseurs économiques, sociaux et politiques. Pour lutter contre la baisse et la perte des profits, le capital n'a encore une fois que la solution d'une nouvelle offensive contre le prolétariat. Sa seule perspective est: fermetures d'usines et blindage plus épais encore contre les réactions de classe.

Dans notre aire de capitalisme hyperdéveloppé, l'Etat possède dans la démocratie le plus efficace système politique pour stériliser les poussées ouvrières. Après 1973, les "alternatives de gauche", PC-PS, soit-disantes "socialistes", ont pris le relais des formules conservatrices de gouvernement et ont ainsi permis à la bourgeoisie de mener à bien une vaste offensive de restructuration industrielle, de renforcement du contrôle social, de chasse anti-immigrés, de répression policière, de renouveau militariste et de campagnes idéologiques anti-terrorisme, pacifique et démocratique, destinées à couvrir son propre terrorisme et à sa propre arrogance militaire.

La bourgeoisie a ainsi trouvé le plus utile des relais dans les organisations ouvrières officielles, politiques et syndicales, qui toutes ont activement participé au maintien de la paix sociale. Mais en assumant leur fonction de courroie de transmission elles se sont démasquées aux yeux des prolétaires.

Désillusionnés par les expériences réformistes, méfiantes vis-à-vis des appareils syndicaux, tous garant de l'ordre, nous espérons que les prolétaires ne tomberont pas une fois de plus dans le piège des illusions démocratiques. Aujourd'hui chaque nation capitaliste essaie de les entraîner dans une nouvelle guerre économique, mais le temps se rapproche où elles tenteront de les conduire dans une nouvelle guerre impérialiste pour repartager le gâteau mondial, reconquérir de nouveaux marchés sur les cendres des anciens.

L'ordre capitaliste qu'il se présente sous sa face démocratique, fasciste ou sous son profil stalinien, n'est pas à réformer mais à détruire. Pour le prolétariat international la seule perspective pour s'arracher à l'exploitation et à la barbarie capitaliste et impérialiste est celle de la **révolution**, donc du renversement violent de l'ordre bourgeois et l'instauration de la dictature nécessaire à la construction d'une société socialiste non-mercantile, non-salariale et sans classe.

Une telle oeuvre n'est possible sans une ferme et unique direction politique communiste et prolétarienne, celle du **Parti communiste mondial du prolétariat**. Quelque soit le chemin qui nous sépare de cette perspective et les conditions qui y préparent, c'est à cette tâche que nous travaillons et à laquelle nous appelons les prolétaires les plus conscients à se rallier.

(Suite de la page 10)

La crise économique qui frappe le bloc russe est la démonstration que ces liens existent bien, et depuis longtemps, même sans Wall-Street locale: leur Wall-Street est en fait à New-York, à Londres, à Tokyo. Indissolublement liés au marché mondial et à la finance mondiale, eux aussi s'effondreront avec ces derniers.

(1) cf "Les tentatives du capital pour surmonter sa crise préparent des crises encore plus graves", in IL PROGRAMMA COMUNISTA No 6/1976

(2) cf Le Capital, livre III, chap. XV. (Ed. Sociales p. 247 pour la traduction française)

(3) cf Engels, L'Anti-Dühring

(4) à propos de la surproduction de capital Marx écrit: " Surproduction de capital ne signifie jamais autre chose que surproduction de moyens de productions - moyens de travail et moyens de subsistance - capables de fonctionner comme capital, c'est-à-dire d'être utilisés pour exploiter le travail avec un certain degré d'exploitation, puisque la diminution de ce degré provoque à un certain point des perturbations et des stagnations du processus de production capitaliste, des crises, des destructions de capital" Le Capital, ibid.

La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capitalisme lui-même: le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point d'arrivée, comme moteur et comme but de la production; la production n'est qu'une production pour le capital et non l'inverse: les moyens de production ne sont pas de purs et simples moyens pour une expansion toujours plus diversifiée et complète du processus de vie pour la société des producteurs. Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et à la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs; elles entrent donc sans cesse en conflit avec les méthodes de production que le capital doit nécessairement utiliser pour ses propres buts, et qui tendent à un accroissement illimité de la production, au développement inconditionné des forces productives sociales, à la production comme fin en soi. Le moyen - développement inconditionné de la productivité sociale - entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée: mise en valeur du capital existant.

Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports sociaux de production qui lui correspondent.

(Marx, Le Capital, Livre III, chap. XV)

IL COMMUNISTA

Sommaire du No 8/1987

.Partita stenterello
.La masse proletarizzata palestinesi nella morsa dell'ordine imperialista
.Pracesso Klaus Barbie
.I proletari jugoslavi si battono in realta contro la società del capital
.L'Ottobre bolscevico
.La riconquista del patrimonio teorico e politico della Sinistra comunista
.Antimilitarismo di classe e guerra
.Al disprezzo per la vita degli operai, oppure la forza del numero e l'organizzazione classista

IL COMMUNISTA

Sommaire du No 9-10/1987

.Referendum truffa democratica a prezzi di realizzo
.Il vero limite delle produzione capitalistica è il capitale stesso
.Medio Oriente: la conferenza internazionale per la pace è uno specchio per le allodole
.La riconquista del patrimonio teorico e politico della sinistra comunista
.Antimilitarismo di classe e guerra
.L'economia mondiale nella zona sulle tempeste

il comunista

organo del partito comunista internazionale



Leçons d'Octobre

Le soixante-dixième anniversaire de la révolution russe a connu les célébrations officielles rituelles des prétendus héritiers d'Octobre, en fait des héritiers de la contre-révolution qui lui a malheureusement succédé. Cette année les hypocrites cérémonies de la Place Rouge ont été plus écoeurantes encore que d'habitude, dans la mesure où le nouveau grand chef du Kremlin, ce Gorbatchev tant apprécié par l'Opinion Publique bourgeoise d'Occident veut légitimer son oeuvre d'adaptation du régime à la pleine maturité capitaliste de la société russe, en se drapant frauduleusement derrière le drapeau de la révolution et en prostituant le souvenir des grands militants d'Octobre 17.

En attendant de reprendre, dans le prochain journal, la série d'articles consacrés à la révolution bolchévique, nous republions des extraits d'un texte écrit en 1957 à l'occasion du quarantième anniversaire d'Octobre et qui était une synthèse des travaux consacrés par notre parti à la "question russe": "Quarante années d'une évaluation organique des événements de Russie dans le dramatique développement social et historique international". Le texte complet est reproduit sous le titre "Le marxisme et la Russie" dans PROGRAMME COMMUNISTE No 68 (oct.nov.déc. 75).

L'INOUBLIABLE EPOPEE RUSSE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

En 1914, la guerre que Marx avait prévue entre l'Allemagne et les races latine et slave coalisées éclata, et comme il l'avait prophétisé la révolution russe naquit des revers du Tsar.

La Russie était alors alliée aux puissances démocratiques: France, Angleterre et Italie. Les capitalistes et les démocrates, ainsi que les socialistes renégats qui avaient embrassé la cause de la guerre anti-allemande, estimèrent que le Tsar était devenu un ennemi à abattre, soit parce qu'ils le jugeaient incapable de conduire la guerre, soit parce qu'ils le soupçonnaient de se préparer en secret à une alliance avec les Allemands. Aussi la première révolution russe, celle de février 17, fût-elle accueillie par les applaudissements de tous les patriotes, tant démocrates que socialistes, qui l'attribuèrent moins à la lassitude des masses, et en particulier des soldats, qu'aux habiles manœuvres des ambassades alliées. Bien que n'ayant pas dans leur majorité adhéré à la guerre, les socialistes russes de droite s'orientèrent tout de suite vers un gouvernement provisoire qui la continuerait en accord avec les puissances étrangères, et c'est sur cette base que se dessina un compromis avec les partis bourgeois.

Avec des hésitations d'abord, puis de toutes ses forces après le retour de Lénine et des chefs bolchéviques de 1917, et l'adhésion totale de Trotsky, le parti bolchévique s'attela à la tâche de renverser ce gouvernement soutenu par les menchéviques et les populistes.

Dans notre travail sur la Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui et en particulier dans la première partie, nous avons exposé en suivant les documents de l'époque, les faits historiques qui conduisirent à la seconde révolution, celle d'Octobre, dont on célèbre aujourd'hui le 40ème anniversaire; et nous avons confronté la lutte pour le pouvoir en 1917 aux questions doctrinales qui avaient surgi précédemment dans la vie du parti.

La conquête du pouvoir par le parti communiste s'exprima par la défaite dans la guerre civile de tous les autres partis, aussi bien bourgeois que soi-disant ouvriers et paysans, qui prônaient la poursuite de la guerre aux côtés des alliés. Elle se compléta par la défaite de ces partis devant les bolchéviques dans le soviet pan-russe, qui prolongeait la défaite qu'ils avaient subie, ainsi que leurs alliés étrangers aux soviets, dans la bataille de rues; par la dispersion de l'Assemblée Constituante convoquée par le gouvernement provisoire; et enfin par la rupture des bolchéviques avec leur dernier allié, le parti des socialistes révolutionnaires de gauche, qui avait une forte influence dans les campagnes et prônait la guerre sainte contre les Allemands.

Ce gigantesque tournant n'alla pas sans luttes graves à l'intérieur du parti, et il ne s'acheva historiquement, après 4 années d'une guerre terrible, qu'avec la défaite des armées contre-révolutionnaires, qui avaient trois origines: les forces de la noblesse féodale et monarchique, celles que l'Allemagne avait suscitées en 1918 avant et après la paix de Brest-Litovsk, celles enfin qui avaient été mobilisées avec le plus grand zèle par les puissances démocratiques, parmi lesquelles l'armée Polonoise.

Pendant ce temps, il n'y eut dans les pays européens qu'une série de tentatives malheureuses de prise du pouvoir par la classe ouvrière, ardemment solidaire de la révolution bolchévique. L'élément décisif fut en substance la défaite des communistes allemands en janvier 19, après la défaite militaire de l'Allemagne et la chute du pouvoir du Kaiser. Ce fut la première rupture grave dans la ligne historique prévue par Lénine qui jusque là s'était magnifiquement réalisée, surtout avec l'acceptation de la paix de mars 18 par les bolchéviques, solution décisive que la démocratie mondiale qualifia stupidement de trahison. Les années suivantes confirmèrent que l'économie russe, tombée dans une désorganisation effrayante, ne recevrait pas l'aide d'un prolétariat européen victorieux. Par la suite, en Russie, le pouvoir fut fermement défendu, et sauvé; mais désormais il n'était plus possible de régler la question économique et sociale en Russie selon la prévision de tous les marxistes, c'est-à-dire par la dictature du parti communiste international sur les forces productives qui, en Europe, restaient surabondantes même après la guerre.

Lénine avait toujours exclu - et il l'exclut jusqu'à sa mort, ainsi que les marxistes bolchéviques authentiques - que la structure sociale russe puisse se transformer en prenant des caractères socialistes si la révolution russe ne se répercutait pas en Europe et donc si l'économie européenne restait capitaliste. Cela ne l'empêcha pas de toujours soutenir qu'en Russie le pouvoir devait être pris et conservé sous une forme dictatoriale par le parti du prolétariat appuyé par les paysans. Deux questions historiques se posent. Peut-on définir comme socialiste une révolution qui, comme Lénine l'avait prévu, crée un pouvoir obligé d'administrer, en attendant de nouvelles victoires internationales, des formes sociales d'économie privée, dès lors que ces victoires ne sont pas venues? Et deuxièmement, combien de temps peut-on admettre que dure une telle situation, et y avait-il d'autres issues possibles en dehors d'une contre-révolution politique ouverte et du retour au pouvoir d'une bourgeoisie nationale à visage découvert?

Pour nous, Octobre fut socialiste. D'autre part, en l'absence d'une victoire militaire de la contre-révolution, deux issues restaient ouvertes et non une seule: ou bien l'appareil de pouvoir (Etat et parti) dégénérait intérieurement et s'adaptait à l'administration de formes capitalistes en renonçant ouvertement à attendre la révolution mondiale (c'est ce qui s'est produit); ou bien le parti marxiste se maintenait durablement au pouvoir en se consacrant directement à soutenir la lutte prolétarienne révolutionnaire dans tous les pays étrangers, et en déclarant avec le même courage que Lénine que les formes sociales restaient largement capitalistes (et même pré-capitalistes) à l'intérieur.

Il faut donner la priorité à la première question, la seconde étant liée à l'examen de la structure sociale de la Russie actuelle, mensongèrement présentée comme socialiste.

La révolution d'Octobre ne doit pas être considérée en premier lieu sous l'angle de transformations immédiates ou très rapides des formes de production et de la structure économique, mais comme une phase de la lutte politique internationale du prolétariat. Elle présente en effet une série de puissants caractères qui sortent totalement des limites d'une révolution

nationale et purement anti-féodale, et qui ne se réduisent pas au fait qu'elle fut dirigée par le parti prolétarien.

a) Lénine avait établi que la guerre européenne et mondiale aurait un caractère impérialiste "y compris pour la Russie" et que le parti prolétarien devait en conséquence pratiquer ouvertement le défaitisme, comme dans la guerre russo-japonaise qui avait provoqué les luttes de 1905. Ceci, non parce que l'Etat russe n'était pas démocratique, mais pour les mêmes raisons qui, dans les autres pays, dictaient à tous les partis socialistes le même devoir. Le développement de l'économie capitaliste et industrielle en Russie ne suffisait pas à fournir une base au socialisme, mais il suffisait à donner un caractère impérialiste à la guerre. Les traîtres au socialisme révolutionnaire qui avaient épousé la cause des brigands impérialistes sous prétexte de défendre une démocratie élevée au rang d'un absolu - ici contre le danger allemand, là contre le danger russe-désavouèrent les bolchéviques pour avoir mis fin à la guerre et liquidé les alliances de guerre, et ils cherchèrent à poignarder la révolution d'Octobre. Contre eux la révolution d'Octobre triompha de la guerre et de l'impérialisme mondial; et ce fut là une conquête purement prolétarienne et communiste.

b) En l'emportant sur ces renégats, Octobre revendiqua les principes oubliés de la révolution et restaura la doctrine marxiste dont ils avaient comploté la ruine. Pour toutes les nations, il définit la voie de la victoire sur la bourgeoisie: emploi de la violence et de la terreur révolutionnaire, mépris des "garanties" démocratiques, application sans limites de ce qui est la catégorie essentielle du marxisme: la dictature de la classe ouvrière exercée par le parti communiste. Pour toujours, il abandonna à leur imbécillité ceux qui voient dans la dictature le pouvoir d'un homme, et à plus forte raison ceux qui, redoutant cette tyrannie, tout comme les prostituées démocratiques, n'admettent que le pouvoir d'une classe amorphe et non organisée, non constituée en parti politique, comme le proclament nos textes depuis un siècle.

c) Bien que la classe ouvrière semble se présenter sur la scène politique ou pis, parlementaire, comme divisée en plusieurs partis, la leçon d'Octobre, jamais démentie, a montré que la voie révolutionnaire ne passe pas par l'exercice du pouvoir en commun avec tous ces serviteurs du capitalisme, mais par leur liquidation violente, les uns après les autres, jusqu'au pouvoir total du parti unique.

L'importance des 3 points indiqués ci-dessus réside dans le fait qu'en Russie précisément, une exception par rapport aux pays bourgeois développés aurait peut-être pu s'expliquer en raison d'une condition historique particulière, la survivance d'un despotisme médiéval; or ce que la voie russe confirma, à la terreur ou à l'enthousiasme du monde, ce fut au contraire la voie unique et mondiale tracée par la doctrine universelle du marxisme dont à aucun moment, ni dans la pensée, ni dans l'action, Lénine, et avec lui l'admirable parti des bolchéviques, ne s'écarta.

Et par qui ces grands noms sont-ils exploités? Par des gens qui, en s'excusant de ces voies que la Russie aurait été "obligée" de prendre en raison de circonstances particulières et de conditions locales, trahissent l'ignoble honte que leur inspirent ces gloires qu'ils feignent ostensiblement de célébrer. Des gens qui - comme si telle était leur mission, comme s'ils en avaient le pouvoir! - promettent ou permettent de faire parvenir les autres pays au socialisme par d'autres voies, par des voies nationales, toutes différentes les unes des autres, que leur trahison et leur infamie pavent de tous les matériaux fangeux qu'on peut trouver dans le cloaque opportuniste: libéralisme, démocratie, pacifisme, coexistence et émulation. Ignoble spectacle!

Pour Lénine, le socialisme en Russie avait besoin comme d'oxygène de la révolution occidentale. Pour ces gens qui défilent le 7 novembre devant son stupide mausolée, l'oxygène c'est que le capitalisme continue à bambocher dans le reste du monde. Pour pouvoir coexister et forniquer avec lui.

Laissons les bourgeois pleurer la mort de leurs hommes de main !

Lundi 2 novembre à Francfort, la manifestation commémorative de la destruction il y a 6 ans par la police du "village de bois" censé barrer la route à l'agrandissement de l'aéroport international, se voulait par ses organisateurs, pacifique et dans la tradition de la résistance passive du mouvement des écologistes. Un groupe d'autonomes, en tirant sur les flics venus faire de l'ordre et en tuant deux d'entre eux, ont soulevé un raz-de-marée de protestations ou de menaces de tout l'arc démocratique de la droite musclée de Strauss le leader bavarois de la CSU jusque aux Verts parlementarisés de la tête aux pieds.

Les démocrates petits-bourgeois dont les ex-soixanthuiliards, se sont distancés des autonomes avec toute leur promptitude habituelle lorsqu'il s'agit de laisser le champ libre à la répression bourgeoise. Daniel Cohn-Bendit devait déclarer à ce propos : "La société allemande a changé (sic). Moins rigide, plus ouverte au dialogue social, elle doit être capable de limiter les dégâts de la lutte armée en choisissant de récupérer ses marginaux". Il avouera même avoir été contacté par les Renseignements généraux pour élaborer une stratégie de "réinsertion sociale" de tous les parias qui vouent une haine sans borne à l'Etat et qui par leur comportement défigurent la belle "harmonie sociale" que bourgeois et opportunistes s'efforcent de sauver des tourments de la crise capitaliste. C'est sur ces agents-là que compte l'Etat pour canaliser tout mouvement social, fût-il marginal, dans le sillon de la légalité et pour pousser au repentir ceux qui sont déjà engagés dans la lutte armée. La bourgeoisie saura récompenser ses larbins n'en doutons pas!

Face à cette nouvelle vague d'indignation démocratique et à la campagne d'intox qu'elle porte, il est nécessaire une fois de plus de faire valoir la juste position qui doit être celle de la classe ouvrière et que nous défendons en toute constance..

En s'alignant ouvertement du côté de l'Etat contre les terroristes, les Verts et alternatifs ont montré de quel côté de la barrière ils se situaient. Défenseurs de la démocratie, ils est normal qu'ils en défendent les structures d'Etat, pas seulement le Parlement mais aussi la police dont ce n'est pas la fonction qu'ils dénoncent, mais les excès de l'exercice de cette fonction. Il est donc dans leur logique que lorsque cette fonction -garantir l'ordre bourgeois- est remise en question, même symboliquement, dans ce cas-là d'une façon individuelle et armée, ils dressent leurs boucliers pour la protéger. Les Verts et toutes les autres forces politiques réformistes issues de la matrice gauchiste, s'associent avec leurs propres méthodes à l'élimination de toute forme de révolte au caractère violent et irrespectueux des Institutions bourgeoises. Il est déjà question dans leurs rangs de se montrer moins tolérant à l'égard des autonomes dans les manifestations pacifiques, autrement dit d'être pacifiques avec les flics mais pas avec les autonomes. Ceci serait en parfaite continuité avec la politique de pardon aux repentis de la RAF qu'ils tentent d'imposer dans l'arène parlementaire.

Une telle ligne de conduite politique est totalement étrangère à la ligne classiste, elle se retourne aujourd'hui contre les éléments isolés "en guerre" contre l'Etat, même si leurs actions ne parviennent même pas à lui égratigner la cuirasse, mais elle se retournera aussi contre les prolétaires lorsque leur lutte mettra à l'ordre du jour la violence contre l'Etat et ses agents.

Aujourd'hui donc, la violence prend des formes isolées, individuelles, désespérées, d'orientation fondamentale anarchiste. Ce phénomène nous en avons expliqué les origines dans la vague contre-révolutionnaire provoquée par l'échec de la révolution en URSS, qui a laissé le prolétariat sans direction et qui, en donnant du communisme l'image repoussante des partis stalinien chauvins et chiens de garde de l'ordre, a fait oublier aux jeunes en révolte contre la société la nécessité de l'organisation de la classe ouvrière en parti autour d'un programme. La doctrine anti-parti défendue par les divers courants du terrorisme est à condamner sans ambiguïté ni complaisance parce qu'elle s'oppose à la défense des bases politiques marxistes nécessaires à la transformation du prolétariat de "classe pour le capital" en "classe pour soi", c'est-à-dire en classe révolutionnaire, ainsi qu'à l'indispensable direction unique du prolétariat et à la constitution de l'Etat prolétarien chargé d'appliquer sa dictature sur les anciennes classes déchues de leur pouvoir et de poser les bases de la société socialiste sans classe et sans salariat.

L'autonomie est un barrage à la révolution et à toutes les constructions politiques et organisationnelles qui lui sont nécessaires dans sa lutte contre la société bourgeoise. C'est pour cela que nous le combattons et le condamnons sur le plan politique.

L'autonomie refuse en effet de construire une défense classiste contre le capital. Sa seule idéologie c'est -dans le cas des autonomes allemands par exemple- la "haine contre l'Etat-cochon" et l'affrontement individuel avec les flics et encore son rejet de toute forme organisée de lutte cherchant à rassembler les prolétaires tels qu'ils sont dans un mouvement de classe où l'objectif fondamental est leur "union grandissante" en vue de porter des coups toujours plus forts à l'Etat. En désertant à la fois le terrain de l'organisation politique et celui de l'organisation immédiate du prolétariat il laisse le

terrain libre non seulement au renforcement de l'Etat face à la classe ouvrière (1) mais aussi au "réformisme nouveau" qui tente d'apparaître comme l'alternative au pourrissement des partis réformistes traditionnels de plus en plus incapables de contrôler les réactions de la classe.

Mais la condamnation politique de l'autonomie du point de vue communiste n'a de sens qu'à la condition que nous combattions sans préalable quelconque la répression bourgeoise qui s'abat sur ses militants et que nous condamnions sans détour le réformisme et l'ex-gauchisme qui encourage ou laisse faire l'Etat dans ses tâches répressives. Ce n'est qu'à la condition de cette solidarité contre la répression qu'une critique politique du terrorisme autonome ou brigadiste puisse ne pas servir à l'Etat bourgeois dans sa campagne d'intoxication idéologique.

Les démocrates de tout bord se distancent tous sans exception du mouvement terroriste sur la base de leur perspective propre de conservation sociale ou des illusions qu'ils diffusent de pouvoir changer fondamentalement de société en contournant à la manière de l'alternative rouge-verte ou autre, la nécessaire destruction préalable de l'Etat, donc en éludant la question de la prise du pouvoir. En revendiquant clairement la défense de la légalité et de l'ordre bourgeois, ils s'associent tout aussi clairement à la solidarité réactionnaire des bourgeois contre le terrorisme. Passés champions toute catégorie de la délation et de la complicité policière dans la lutte anti-terroristes au nom du "socialisme" et amalgamant pour cela le terrorisme d'origine anarchiste avec le terrorisme d'extrême-droite, les PC nationaux ont acquis maintenant une longue tradition de courroie de transmission des campagnes d'intox hystériques de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Mais si les vieux partis stalinien revendentiquent ouvertement le rétablissement de l'ordre et la condamnation sans appel par l'Etat du terrorisme, les organisations de l'ex-extrême-gauche tentent de masquer leur alignement de fait sur les agissements répressifs de l'Etat. Leur condamnation du terrorisme ne sort pas du cadre moral de la condamnation en général et par principe de la violence, cadre défini par l'idéologie bourgeoise qui cache ainsi sa propre violence. L'argument généralement avancé est que cette violence individuelle détachée de la masse des prolétaires amène l'Etat à renforcer son système répressif contre la classe ouvrière et à ligoter les libertés démocratiques en serrant ses liens toujours plus fort. Nous avons déjà répondu à cette argumentation légaliste, mais répétons aux rêveurs de "révolution propre" que si l'on doit condamner une réaction sociale ou politique parce qu'elle entraîne un renforcement du blindage de l'Etat, alors il faut être logique jusqu'au bout et admettre en général que la lutte de classe provoquant aussi un renforcement du blindage de l'Etat, doit être mise au rancart et appeler les prolétaires à ne jamais faire valoir leurs intérêts contre ceux du capital et de l'Etat qui le représente.

Ce qui dérange les ex-extrémistes ou alternatifs de gauche d'aujourd'hui, c'est que ces violences isolées en provoquant la propre violence de l'Etat, et donc un resserrement de ces libertés toutes-puissantes à leurs yeux, démasquent l'inertie de leur vision pacifique et légaliste de la transformation de la société.

Aujourd'hui ils s'émeuvent de la violence isolée et stérile de quelques révoltés, mais demain ce sera la violence

exercée par la lutte de classe qui les effrayera et qui les poussera à tous les moyens pour la dévoyer de ses tâches historiques révolutionnaire pour l'enfermer dans le carcan des "solutions" légales fusse en utilisant justement la force coercitive de l'Etat!

Mais la pire des attitudes est encore celle qui consiste à adopter une neutralité entre les terroristes et l'Etat, à se donner un air d'arbitre ou encore à faire comme si cette question n'interressait pas le prolétariat, attitude qui a comme conséquence notamment de faire silence sur la répression s'abattant sur les militants autonomistes ou brigadistes.

Lorsque les militants de ces mouvements s'en prennent physiquement à des représentants tangibles de l'ordre bourgeois et impérialiste nous ne nous associons pas plus aux pleureuses de gauche sur le respect de la vie humaine qu'à ceux qui font la claque à ces opérations commandos en y voyant les nouvelles voies de la lutte anti-capitaliste se substituant à l'absence de vie de classe.

Mais nous nous associons par contre à la nécessaire solidarité qui doit être celle de tous les prolétaires contre la répression bourgeoise qui frappe les militants autonomistes et brigadistes. L'arrestation d'un militant allemand, Andreas Eichler, accusé du

meurtre des deux flics lors de la manifestation de Francfort, de même que l'arrestation de Frérot, dernier militant en liberté d'Action Directe, donne lieu à une campagne d'exaltation des mérites et de l'efficacité de la police que nous devons et que les prolétaires doivent dénoncer en expliquant clairement que ces militants ne sont des criminels que pour l'ordre bourgeois, mais pas vis-à-vis de la classe ouvrière et qu'en conséquence, quelque soit leur errement politique, ils méritent une totale solidarité de classe.

(1) Soyons clair sur ce sujet, le blindage de l'Etat, contrairement à ce que prétendent les démocrates petits-bourgeois, n'est pas rendu nécessaire comme par enchantement par la lutte armée de la RAF, des BR ou d'AD, mais bien par la défense de ses intérêts généraux dans la perspective de la crise capitaliste internationale et par anticipation des futurs affrontements de classe. Pour cela l'Etat prend certes les prétextes que lui offre la situation pour se justifier. Mais si aujourd'hui le prétexte c'est le terrorisme, ce n'est pas le terrorisme qu'il faut dénoncer, c'est le blindage lui-même et l'utilisation de prétextes tel celui-ci pour tromper les prolétaires sur la signification profonde du renforcement policier de l'Etat.

Roumanie: le prolétariat en marche

La Roumanie est certainement l'un des maillons les plus faibles de la chaîne d'Etats "socialistes" qui sépare l'URSS de l'Europe de l'Ouest. Plus faible sur le plan politique parce que le pouvoir n'est même pas vraiment aux mains d'un parti, mais d'une famille, les Ceaucescu, qui règne en véritable dynastie sur le pays. Cette situation rend l'équilibre politico-social beaucoup plus fragile. Plus faible sur le plan économique puisque Ceaucescu, dans sa folie des grandeurs s'était lancé dans un monumental programme d'investissements de relance qui n'a eu comme effet que d'endetter l'économie roumaine jusqu'au cou et de la mener à la ruine la plus totale.

Pour éviter la faillite, l'Etat roumain soumet les prolétaires à la pire des exploitations, à la pire des oppressions. Aux baisses de salaire, à la répression, à la peur, sont venues s'ajouter les privations d'énergie. L'année passée les familles roumaines ne pouvaient consommer que 47 kilowatts/heures ce qui suffit juste à s'éclairer quelques heures, mais interdit tout autre usage de l'électricité pour les appareils ménagers (fer à repasser, frigo, etc.). L'eau et le gaz sont coupés plusieurs fois par jour, les températures d'appartements en hiver ne pouvaient pas dépasser les 14°. Cette année la limite est passée de 47 à 35 kilowatts. La pénurie alimentaire s'est encore aggravée allongeant toujours plus les queues devant les rares points de vente.

Face à de telles conditions les prolétaires roumains se sont plusieurs fois révoltés, essayant chaque fois une sauvage répression.

En 1977, dans la vallée minière de Jiu, les mineurs cessent le travail et se soulèvent pour réclamer de meil-

leurs salaires, de meilleures conditions de travail et de vie. La ville sera interdite par l'armée, la répression s'abattra impitoyablement. L'Etat a longuement éprouvé les moyens de terroriser les prolétaires, longues peines de prison pour les agitateurs et disparitions à l'argentine font partie de la panoplie de la terreur bourgeoise.

D'autres conflits éclateront depuis, mais c'est le 15 novembre que les prolétaires secouèrent durement l'ordre de Ceaucescu à Brasov, ville industrielle. A la suite de l'annonce d'une baisse de salaire -justifiée parce que le plan n'était pas atteint!- les ouvriers de l'usine de tracteur de l'Etendard Rouge sortent dans la rue et mettent le feu aux poudres, rapidement rejoints par les autres ouvriers.

10'000 personnes manifestent donc ce jour-là, occupent la mairie et le siège du parti, mettent à sac les locaux. Dans les affrontements avec les flics, deux miliciens sont tués.

Mais ce mouvement de révolte n'est pas isolé, de nombreuses grèves avaient éclaté dans tout le pays durant les mois derniers, montrant que le prolétariat roumain n'était pas passif. Mais ces luttes restent éparpillées; elles ne sont encore malgré leur détermination que des flambées rapides, mais c'est au travers de ces expériences que les prolétaires doivent passer pour préparer le terrain à une meilleure organisation de leurs rangs. Ils doivent -comme les ouvriers polonais l'ont fait- lentement reconstruire des réseaux d'organisation dépassant le cadre de la seule entreprise, pour se développer à l'échelle régionale, puis nationale. Leur spontanéité ne suffira pas à faire plier l'Etat.

C'est dans cette voie que doivent s'engager les prolétaires roumains.

URSS: Que renaisse la lutte ouvrière

La nouvelle transparence russe est toujours aussi opaque en ce qui concerne l'information que l'on peut avoir des luttes ouvrières en URSS. Une note du "Monde" du 15 octobre 1987, nous apprend l'existence d'une grève dans une usine de montage d'autobus dans la banlieue de Moscou, à Likino.

On apprend ainsi que c'est contre la suppression des primes justifiées, selon la direction de l'entreprise, par la mauvaise qualité du travail que les ouvriers ont posé les outils. Quant au directeur, il a été limogé et remplacé par un de la nouvelle génération de managers dont la première tâche serait de licencier plusieurs cadres... avant, mais cela la presse russe ne le dit pas, de s'en prendre à l'emploi des ouvriers eux-mêmes, car la bonne rentabilité du capital s'obtient par l'élimination des forces de travail surnuméraires.

Cet exemple particulier n'a certainement pas été mis à jour, dans la presse russe ("Les nouvelles de Moscou") sans arrière-pensée de faire comprendre aux prolétaires, ce que le capital attend d'eux. C'est un avertissement! Le salaire devra "se mériter", il sera dorénavant mesuré sans complaisance aucune, à la productivité et à la qualité du travail.

Le sens de la Glasnost et de la Perestroïka est bien là: renforcer l'exploitation de la force de travail ouvrière, pour en tirer davantage de profits capi-

talistes. En lançant cette vaste offensive de "renovation capitaliste" pourrait-on dire, le capital russe utilise une arme à double tranchant. En renforçant la pression sur les travailleurs, dans les entreprises, en établissant des rapports d'exploitation moins confus, où la course à la productivité et au profit industriel se dégage du fatras idéologique sur la "production socialiste", il crée aussi des conditions objectives plus favorables à une réidentification des prolétaires comme classe exploitée et donc à une réidentification de leurs intérêts opposés à ceux du capital.

Il est évidemment trop tôt pour dire si la classe ouvrière russe saura tirer parti de cette clarification des rapports économiques et sociaux pour réapparaître sur la scène des luttes de classe de façon indépendante, comme le firent leurs camarades polonais il y a 7 ans, mais le capitalisme russe renforce petit à petit toutes les conditions (intégration plus poussée aussi sur le marché mondial) pour que se produise cette réapparition du prolétariat russe.

Souscription permanente (listes 3 et 4): A.B.: 375. Nîmes: 70. Nièvre: 470. R. pour la presse: 180. Paris: 1450. Riez: 160. Trignac: 200. Valence: 2400. Total: 7300.